

Numéro 15 - 20 avril 2019

## Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social!



### CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

#### Jour de la Terre 2019

- Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social!
    - La grande démagogie des partis des pouvoirs en place
      - La responsabilité commence chez soi par des actes et non des paroles
    - Les conséquences des méthodes de production pour l'environnement
- K.C. Adams -

#### Les élections en Alberta

- Des résultats qui ne présagent rien de bon, ni pour l'Alberta ni pour le Canada
- Pauline Easton -

À titre d'information

- Les résultats de l'élection

## **Les peuples autochtones luttent pour affirmer leur souveraineté**

- La Couronne abandonne les poursuites contre les défenseurs de la terre Wet'suwet'en
- Un chef héréditaire déclare que la « réconciliation ne se trouve pas au bout d'un fusil »

## **Le gouvernement Trump applique le Titre III de la loi Helms-Burton**

- Assurons-nous que le gouvernement du Canada ne concilie pas avec les États-Unis dans leur tentative d'étrangler Cuba!
  - Entrevue
- Isaac Saney, coprésident et porte-parole, Réseau canadien pour Cuba -
  - Où est passée la fermeté du Canada face aux États-Unis concernant Cuba?
- John Kirk et Stephen Kimber -

### **Déclarations**

- Le gouvernement révolutionnaire de Cuba
  - Affaires mondiales Canada
  - L'Union européenne
- L'Union européenne et le Canada
  - Ottawa Cuba Connections
- Le Gouvernement bolivarien du Venezuela
  - Le Gouvernement du Mexique

## **Les conditions d'une guerre civile aux États-Unis sont évidentes**

- Des affrontements sur l'immigration entre les autorités fédérales, étatiques et locales
  - *Voice of Revolution* -

### **Intensification de la résistance aux attaques contre les droits**

- Une nouvelle loi de l'Utah protège les immigrants
- Des shérifs de la Caroline du Nord refusent de coopérer avec le Service de contrôle de l'immigration et des douanes
- Des organisations de droits civils et de droits des immigrants sonnent l'alarme aux voyageurs à l'échelle de l'État de la Floride
  - *L'Union américaine des libertés civiles de la Floride* -
- Action au Musée national de la patrouille frontalière
  - *Tornillo: l'occupation* -
- La Cour fédérale bloque la politique de Trump de retour forcé au Mexique
  - *Union des libertés civiles américaines* -

## **L'impunité doit cesser aux Philippines**

- Opposition mondiale aux tueries extrajudiciaires

## Récents développements dans les relations RPDC-États-Unis

- Les États-Unis doivent créer les conditions nécessaires à la négociation
- Nick Lin -

### Supplément

#### D'importants anniversaires

- 58e anniversaire de la défaite de l'invasion américaine de la baie des Cochons à Cuba
- 71e anniversaire du soulèvement de l'île de Jeju en Corée
- 76e anniversaire du soulèvement héroïque du ghetto de Varsovie

---

### Jour de la Terre 2019

## Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social!



Grève étudiante pour la planète à Montréal le 15 mars 2019

Le 22 avril, Jour de la Terre, le monde entier s'unit pour exiger qu'on accorde l'attention méritée à la Terre Mère. Des mesures doivent être prises pour surmonter les ravages des changements climatiques et mettre fin aux pratiques destructrices des monopoles et des oligopoles telles que la fracturation, les coupes à blanc, les pratiques minières abusives, la contamination des lacs et des océans, la privatisation de l'eau, les évaluations environnementales frauduleuses, la dépossession des détenteurs légitimes de la terre et tous les autres abus qui se multiplient à la poursuite des objectifs antisociaux et antinationaux du néolibéralisme.

Il est urgent d'inverser cette tendance destructrice alarmante. Partout dans le monde, les luttes populaires restreignent l'action des monopoles, des oligopoles et des gouvernements à leur service



ou parviennent à les empêcher de polluer, de détruire, de surexploiter, de violer les droits souverains des peuples autochtones et de mener des guerres à leurs fins étroites. La lutte des peuples pour s'investir du pouvoir de décider de leurs affaires rassemble des personnes de tous les horizons pour devenir une force organisée qui prend la défense des droits de tous et toutes.

À cette occasion, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) affirme clairement que l'environnement naturel et l'environnement social ne peuvent pas exister en harmonie sans qu'on s'oppose aux stratagèmes du gouvernement pour payer les riches. Le PCC(M-L) s'oppose spécifiquement à l'utilisation des graves problèmes d'environnement et d'économie pour justifier l'expropriation des peuples autochtones et aller à l'encontre du désir exprimé par le peuple concernant des projets tels que le pipeline Trans Mountain et le Coastal GasLink (CGL), et s'oppose surtout à ce que cela se fasse au nom de l'« intérêt national ». Ces projets sont assimilés à l'intérêt national pour empêcher le peuple de jouer un rôle dans les prises de décision qui le concernent et pour que le problème des changements climatiques ne soit pas réglé en faveur d'une humanisation de l'environnement naturel et social.



Il n'y a pas de muraille de Chine entre l'environnement et l'économie, mais ils ne peuvent être harmonisés en continuant d'exproprier les peuples autochtones qui sont les gardiens et les protecteurs de l'Île de la Tortue et les détenteurs de droits souverains sur ce vaste territoire. Les peuples autochtones n'ont jamais renoncé à leurs droits ancestraux souverains et continuent courageusement de défendre l'île de la Tortue contre les indignités du pillage et de la ruine coloniaux. À l'occasion du Jour de la Terre, que tous exigent que les gouvernements établissent de nouveaux arrangements respectant les droits souverains des peuples autochtones sur la terre ancestrale.



La Terre Mère est l'un des deux piliers de toute richesse sociale, l'autre étant le travail des travailleurs. La société moderne ne peut être construite sans défendre consciemment la dignité des deux. Le non-respect de la Terre Mère, des travailleurs et des peuples autochtones mène la société à sa perte.

Défendre la dignité de la Terre Mère, c'est placer la conscience sociale aux commandes de l'économie socialisée. La tâche à l'ordre du jour est d'activer le facteur humain/conscience sociale pour éliminer le facteur antihumain/anti-conscience. Il est possible de trouver des solutions aux graves problèmes qui menacent la Terre Mère seulement si les travailleurs ont leur mot à dire et peuvent exercer un contrôle sur la production et la distribution du produit social.

Un acte important du Jour de la Terre est de dénoncer les guerres d'agression et d'occupation menées par les États-Unis et l'industrie de guerre américaine qui est le plus grand pollueur au monde. Dénonçons l'élite dirigeante canadienne qui a déployé des hommes et des femmes dans des guerres d'occupation américaines et des missions de l'OTAN et de l'ONU menées au nom de l'aide humanitaire, de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Les gouvernements fédéral et provinciaux, quel que soit le parti au pouvoir, ont montré qu'ils s'identifient pleinement à l'étréitesse des intérêts privés et aux exigences du gouvernement de guerre aux États-Unis. Leurs discours sur le besoin de protéger l'environnement sont absurdes s'ils sont au service de ces intérêts. Cela signifie que la préoccupation face à la dégradation de l'environnement et la destruction de la Terre Mère doit être développée consciemment en un mouvement pour investir le peuple du pouvoir de décider et lui donner préséance dans les prises de décisions concernant les affaires économiques, politiques et sociales.

Le PCC(M-L) soutient toutes les actions de la jeunesse, de la classe ouvrière, du peuple et des peuples autochtones qui restreignent les monopoles et les oligopoles dans leurs réclamations et leurs activités destructrices. Il faut mettre un terme à l'ordre du jour secret des monopoles, des oligopoles et des gouvernements à leur service pour l'économie socialisée et à leurs plans de guerre. Tout ce qui concerne l'économie socialisée doit être public et dévoilé pour que tous puissent voir et évaluer. Les travailleurs doivent continuer d'exprimer leurs préoccupations et leurs revendications, ce qui est la première étape pour asseoir un véritable pouvoir politique et économique leur permettant de faire intervenir le facteur humain/conscience sociale et de diriger le mouvement d'humanisation des environnements sociaux et naturels.

Le peuple doit être le décideur et doit déterminer la direction de l'économie de manière à protéger l'environnement et à affirmer le droit d'être des peuples du monde entier.

*Faisons connaître nos réclamations à la société le Jour de la Terre 2019 !  
Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social !*



## La grande démagogie des partis des pouvoirs en place



Une marche pour le climat à Vancouver le 9 septembre 2018 dénonce la démagogie du gouvernement Trudeau sur l'environnement alors qu'il achète un pipeline.

Alors que les peuples du monde entier se mobilisent pour humaniser l'environnement naturel et social le 22 avril, Jour de la Terre, la démagogie des partis politiques qui forment un système de partis de cartel n'est nulle part plus évidente que sur les questions de l'économie et de l'environnement. La démagogie des libéraux concernant leur prétendu souci pour l'environnement au cours des quatre dernières années est stupéfiante. Ils essaient de convaincre les gens qu'ils sont des protecteurs de l'environnement avec leur taxe sur le carbone alors qu'ils ont acheté un pipeline de bitume, ce que beaucoup décrivent comme un danger pour l'environnement. Ils attaquent les protecteurs de l'eau et des terres autochtones sur leurs terres souveraines du nord de la Colombie-Britannique pour permettre aux sociétés pétrolières mondiales d'extraire le gaz naturel par fracturation dans l'est de la Colombie-Britannique, de l'expédier vers la côte, de le transformer en gaz naturel liquéfié en utilisant une quantité monstrueuse d'énergie et de le transporter en Asie. Selon le chroniqueur Andrew Coyne du *National Post*, « l'opposition à la tarification du carbone est désormais l'insigne identitaire des conservateurs ».

De cette manière, dans le contexte de l'élection fédérale 2019, l'élite dirigeante et ses médias cherchent à présenter le problème comme étant un choix d'être pour ou contre une taxe sur le carbone. L'objectif est de faire en sorte que les Canadiens continuent d'être envoyés dans des voies sans issue et de tourner en rond pour qu'ils ne soient pas en mesure de déterminer eux-mêmes ce dont ils ont besoin. Le gouvernement libéral de Justin Trudeau affirme que sa taxe sur le carbone vise à lutter contre les changements climatiques, tandis que les conservateurs soutiennent qu'il ne faut pas intervenir alors que les néodémocrates sont divisés sur la question, hantés par la recherche d'un prétendu équilibre entre les emplois et la responsabilité envers l'environnement.



Si les gouvernements étaient sérieux sur les changements climatiques, ils n'insisteraient pas tant pour construire des pipelines pour extraire et expédier le bitume brut aux États-Unis via Vancouver ou un pipeline pour extraire du gaz naturel du nord-est de la Colombie-Britannique par la fracturation, méthode décriée par tout le monde, et le transporter jusqu'à la côte. La GRC, un service de police fédéral, n'appliquerait pas d'injonction violant les droits ancestraux des Wet'suwet'en. Faire respecter le « droit » des entrepreneurs privés d'empiéter sur les terres des Wet'suwet'en afin de construire un pipeline pour extraire et expédier le gaz naturel à Kitimat, sur la côte ouest, n'a rien à voir avec la protection de l'environnement ni avec le développement d'une économie saine. La prétention que ces projets sont

basés sur des évaluations environnementales sérieuses s'est avérée sans fondement encore et encore.

Le 1er avril, la loi fédérale appelée *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* est entrée en vigueur. La Loi impose une taxe sur l'essence, les autres combustibles fossiles et les « polluants industriels ». On dit qu'elle ne s'applique qu'aux provinces qui, comme l'Ontario, ne possèdent pas de régime de tarification du carbone conforme aux normes nationales. Le gouvernement de l'Ontario fait appel de cette loi devant la Cour d'appel de l'Ontario et demande qu'elle soit abrogée par ce qu'elle est contraire à la Constitution dans la mesure où elle empiète sur une compétence provinciale. Il dit que le gouvernement fédéral se donne de nouveaux pouvoirs lui permettant de réglementer la conduite automobile et le lieu de résidence des personnes. L'avocate fédérale Sharlene Telles-Langdon a fait valoir que le pouvoir fédéral en question vise simplement à établir une norme nationale, car les provinces ne peuvent le faire elles-mêmes. « La capacité du Canada en tant que nation à relever le défi auquel elle est confrontée est insuffisante », dit-elle. La



taxe sur le carbone est « une charge réglementaire » et non une taxe, a-t-elle dit devant le tribunal, car son objectif principal est de modifier le comportement plutôt que de générer des revenus. Si le tribunal rejette cette explication, a-t-elle dit, la charge peut alors être qualifiée de taxe adoptée en toute légitimité.

L'Alberta, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick contestent eux aussi la taxe sur le carbone.

Le chroniqueur du *National Post* Andrew Coyne écrit : « Les gouvernements conservateurs à venir qui ne songeraient pas un instant à briser la mainmise bureaucratique des syndicats sur les écoles publiques, par exemple, n'auront pas de scrupules à abolir les taxes sur le carbone. Ce qui aurait pu être un choix entre la réglementation et le prix du carbone est plutôt devenu un choix entre la réglementation et le prix, à gauche, et uniquement la réglementation à droite : entre inutilement coûteux et maximalement coûteux. Les conservateurs auraient pu et auraient dû plaider en faveur d'une taxe sur le carbone, et pas seulement pour la réglementation, mais pour d'autres taxes, puis utiliser les revenus générés par la taxe sur le carbone pour réduire les taux d'imposition des particuliers et des sociétés. Mais cette chance leur a également échappé, alors ajoutez l'impôt sur le revenu plus élevé au coût de l'obsession conservatrice concernant la taxe sur le carbone. »

On tente ainsi d'aligner les Canadiens d'un côté ou de l'autre sur la taxe sur le carbone. En fait, la question de l'environnement met en évidence qui contrôle l'économie et qui prend les décisions importantes, et comment les gens doivent inverser la tendance en s'efforçant de s'investir du pouvoir par le renouveau démocratique. Cela commence par représenter ce qu'ils ont eux-mêmes à dire et parler en leur propre nom pour faire valoir leurs propres réclamations à la société, sans se faire les porte-paroles des réclamations des autres.



Les Canadiens, en particulier les jeunes, sont très préoccupés par l'environnement. Ils ont besoin de forums politiques où ils peuvent organiser eux-mêmes la discussion. Sinon ils seront privés de leur voix et de leur représentation politique. En d'autres termes, au lieu de donner un but à la société pour avancer vers l'avenir sur une base solide, ils restent susceptibles de devenir des girouettes pour tous les partis politiques qui forment le système des partis de cartel au service des riches. Le travail politique doit avoir comme objectif d'avoir un impact pratique à garantir l'avenir de la planète et de l'humanité. La classe dirigeante s'intéresse à elle-même et à payer les riches et elle refuse de s'attaquer aux problèmes.

(Sources: CBC, CP, nationalpost.com et Globe and Mail)



---

## La responsabilité commence chez soi par des actes et non des paroles

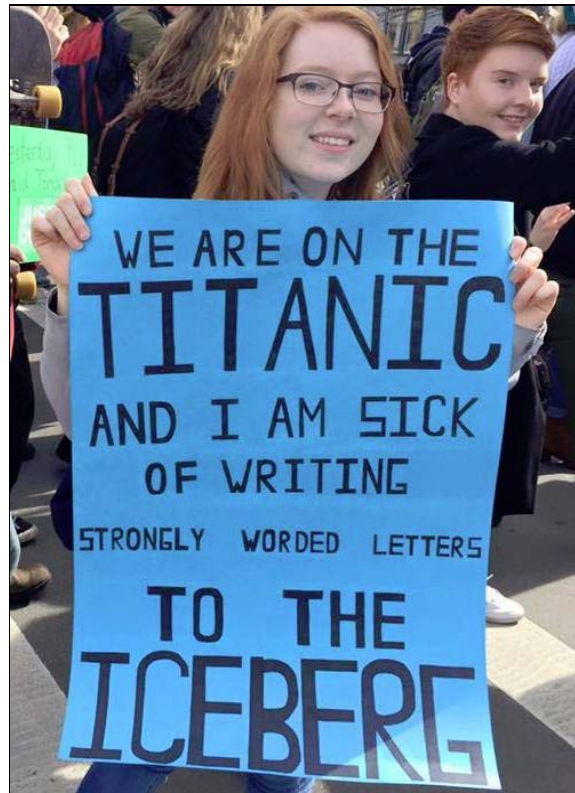
Le gouvernement fédéral prétend que la perception d'une taxe sur le carbone et la distribution de ses revenus parmi ceux qui l'ont payée va inciter au développement d'une énergie propre. C'est un non-sens et rien de plus que du tape-à-l'oeil.

La suggestion que le marché et les décisions des consommateurs au sein de ce marché, qui est contrôlé par les oligarques, va miraculeusement humaniser l'environnement social et naturel et

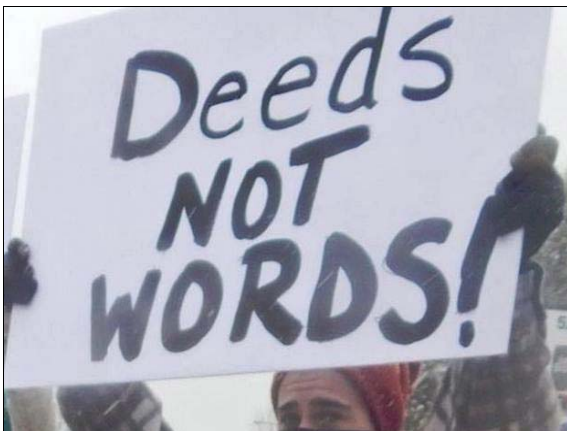
donner une direction nouvelle vers un environnement sain est une tentative de saboter la discussion et tout mouvement qui s'attaque au problème du changement climatique. Ceux qui font la promotion de la taxe sur le carbone ont inventé une autre mesure pour vider les poches des travailleurs.

En ce qui concerne le retour des revenus aux gens ou leur allocation à des projets verts, il n'existe aucune garantie que les gouvernements vont utiliser ces revenus additionnels à ces fins. Les Canadiens n'ont aucun contrôle sur le gouvernement parce qu'ils n'ont aucun pouvoir effectif sur celui-ci. Le système de gouvernement par les partis cartellisés donne comme première tâche à ceux qui sont élus et qui forment un gouvernement de partis de désarticuler l'opposition populaire afin de donner champ libre aux riches de faire ce qu'ils veulent du trésor public.

Quant à l'utilisation des fonds publics à des projets, verts ou autres, cela se fait déjà régulièrement en faveur des intérêts privés étroits des grandes entreprises et des grands conglomérats. Les Canadiens entendent continuellement parler de grands projets privés de développement qui comprennent des fonds de l'État en subsides ou en infrastructure gratuite. Les stratagèmes pour payer les riches au service des intérêts privés des grandes entreprises sont devenus chose courante et synonymes de l'« ouverture aux affaires ». Les gens sont même témoins de spectacles d'oligopoles tels Amazon qui demandent aux villes, aux États et aux provinces de leur faire des offres de fonds publics, dans une concurrence dégradante pour les amener à s'y installer.



La lutte pour les projets verts est une intense compétition d'affaires qui mobilise l'arsenal entier des grandes puissances, lequel comprend les boycottages, les embargos, les menaces de changement de régime, le sabotage, la guerre et l'invasion par les forces armées privées et étatiques des grandes puissances et de ceux qui pratiquent l'apaisement envers elles comme le Canada. On a même créé l'expression « guerres vertes » pour suggérer que les guerres interimpérialistes pourraient se mener d'une façon moins nocive pour l'environnement, pour essayer de justifier le massacre de ceux que ces guerres visent à contrôler.



Les oligarques mondiaux n'ont cessé de piller la planète et d'exploiter et de tuer les peuples du monde avec la plus grande brutalité sans même sourciller. La machine de guerre des États-Unis est le plus grand pollueur du monde et pourtant l'establishment canadien ne voit aucun mal à s'intégrer entièrement et à applaudir à toute aventure guerrière barbare et toute intervention des États-Unis dans les affaires souveraines d'autres pays et régions comme le Venezuela, l'Irak, l'Afrique de l'Ouest, etc., qui laissent la dévastation économique et environnementale et la mort dans leur sillage.

Les Canadiens sont censés s'attendre à ce qu'une taxe sur le carbone change la vision et la pratique



des oligarques qui contrôlent le monde, les forçant à assumer leur responsabilité environnementale et sociale. Comment ceux qui prétendent être des partis politiques peuvent-ils dire de telles choses et nous regarder en face alors qu'ils viennent juste de verser des milliards de dollars aux oligarques américains pour un pipeline soixantenaire, qui va de l'Alberta à Vancouver, et promettent d'utiliser tous les moyens pour imposer son expansion afin de doubler sa capacité d'extraire et d'expédier le bitume de l'Alberta vers la côte ouest des États-Unis pour alimenter sa machine de guerre ? Ils ont échoué lamentablement en tant que gardiens de l'environnement et promoteurs d'une économie albertaine et canadienne indépendante et subvenant à ses besoins. Leur mentalité d'extraction/expédition, de quelque angle qu'on l'examine, est antisociale et anti-environnement. Leurs prétentions n'ont aucune crédibilité.

La responsabilité commence chez soi par des actes et non des paroles. Les actes des partis politiques qui forment des gouvernements de partis ont démontré que ces partis sont dénués de sens moral et entièrement au service de leurs maîtres oligarchiques et de la machine de guerre des États-Unis.



---

## Les conséquences des méthodes de production pour l'environnement

- K.C. Adams -

Le refus de tenir compte de l'impact des méthodes de production sur l'environnement naturel est le propre d'un système économique et d'une élite dirigeante qui met l'accent essentiellement sur son intérêt étroit, en concurrence les uns avec les autres pour la domination, au lieu de coopérer pour le bien commun du peuple, de l'économie socialisée, de l'environnement social et naturel et de la société.

Le mobile des oligarques au pouvoir, qui est de maximiser le profit privé au profit de leurs empires, en concurrence avec les autres et en contradiction avec les travailleurs qu'ils exploitent, rejette tout empiètement sur le profit privé. Le système économique impérialiste que contrôle l'oligarchie financière fonctionne en l'absence de responsabilité sociale. Il ne peut fonctionner et ne fonctionne pas sans que quelques privilégiés volent les ressources naturelles et exproprient la valeur que produisent les travailleurs, quelles que soient les conséquences sociales telles que les crises économiques et naturelles et la guerre.



Al Gore, le vice-président des États-Unis sous Bill Clinton, est devenu un promoteur de l'économie verte et, grâce à ses liens sociaux et politiques et aux subventions des gouvernements pour payer les riches et destinées aux entreprises vertes dont il est propriétaire, il est devenu un milliardaire. Les oligarques exigent que toute mesure visant à atténuer le réchauffement de la planète conduise à des profits privés pour quelques privilégiés et n'entraîne aucune perte de contrôle. Les motivations basées sur l'obtention de richesse et de privilèges individuels ne peuvent exister que dans les conditions d'une concurrence extrême. L'élite dirigeante se divise en camps belligérants et en oligopoles en fonction de leurs intérêts privés, qu'ils politisent en contrôlant l'appareil d'État, les médias et les partis électoraux cartellisés. De même, ces partis politiques cartellisés se divisent selon les oligarques qu'ils servent et leurs intérêts privés.

Les oligarques se disputent sur la façon de rejeter le fardeau des problèmes sur le dos des travailleurs, de manière à favoriser leurs propres intérêts privés étroits. Les partis cartellisés veulent contrôler les cordons de la bourse et le pouvoir d'État et les mettre à la disposition des intérêts privés envers lesquels ils se sont engagés en échange d'être élus. Lorsqu'un problème tel que le réchauffement de la planète devient trop important pour être ignoré, ils se livrent à toutes sortes de manoeuvres politiques pour influencer les citoyens et les forcer à s'aligner derrière les intérêts privés qu'ils représentent. Les prétentions et les objectifs politiques changent avec le vent, car le but est de servir les intérêts privés, et non de servir le peuple et la société sur la base du principe de la responsabilité sociale.



Par exemple, l'ancien premier ministre conservateur Stephen Harper a instauré un système de plafonnement et d'échange des dérivés du carbone afin que certains oligarques puissent en tirer profit. L'ancien gouvernement libéral de l'Ontario a fait de même en coopération avec les bourses d'échanges du carbone du Québec et de la Californie. Mais à présent, le premier ministre conservateur de l'Ontario, Doug Ford, un admirateur déclaré de Harper et du chef conservateur actuel Andrew Scheer, dénonce le système de plafonnement et d'échange et les taxes sur le carbone, qui portent atteinte à son contrôle de l'économie ontarienne.

Le mantra impérialiste est de revendiquer une ligne de démarcation que les représentants de l'oligarchie financière au gouvernement et dans l'opposition ne peuvent franchir. C'est très bien de parler du réchauffement de la planète tant que les gestes posés ne se concrétisent pas et ne nuisent pas à la réalisation du profit privé maximum comme mobile de la production. Aucun politicien impérialiste officiel ne va même parler du besoin d'une intervention dans le processus de production et de distribution de l'économie pour remédier directement au problème des changements climatiques, et proposer qu'une partie de la valeur ajoutée produite par les travailleurs serve à l'humanisation de l'environnement plutôt qu'à l'enrichissement des riches. Cela voudrait dire prendre en charge des entreprises privées qui se livrent à des pratiques dommageables pour l'environnement et priver ceux qui en ont le contrôle du pouvoir de faire du tort à l'environnement. Cela voudrait dire voir comment le problème se pose en soi, objectivement, et non selon des critères subjectifs, à savoir si telles ou telles mesures nuiront aux profits de quelques privilégiés qui les exproprient la classe ouvrière.

La taxe de vente sur le carbone de Trudeau est liée à l'ensemble de la problématique de la fiscalité et de l'utilisation des revenus fiscaux pour perpétuer le privilège de classe et le contrôle de l'oligarchie financière. La taxe ajoute un fardeau supplémentaire aux travailleurs. Les politiciens ouvriers exigent l'élimination de toutes les formes d'impôts individuels et affirment que les véritables problèmes sociaux et économiques nécessitent des solutions concrètes et non des manoeuvres politiques cyniques. Ils déclarent que les problèmes de l'économie, tels que sa contribution au réchauffement de la planète, doivent être résolus par des changements apportés à l'économie et aux conditions sociales, en faisant valoir la responsabilité sociale et la conscience sociale qui sont nécessaires pour priver l'oligarchie financière de son pouvoir et de son contrôle.



## **Des résultats qui ne présagent rien de bon, ni pour l'Alberta ni pour le Canada**

**- Pauline Easton -**

Le Parti conservateur uni (PCU) formera un gouvernement majoritaire à l'issue de l'élection du 16 avril en Alberta, ayant remporté 63 des 85 sièges à l'assemblée législative. Le NPD a remporté les 24 sièges restants tandis que les trois autres partis qui siégeaient à l'Assemblée législative lors de la dissolution, le Parti de l'Alberta, le Parti libéral et le Parti conservateur de la liberté, n'ont remporté aucun siège. Ce résultat prévisible est dû à l'absence d'une opposition ouvrière dotée de sa propre conscience sortie de la vie réelle, synonyme de changement social et libérée de toutes idées préconçues.

Le slogan « arrêtez la droite » de la base sociale libérale s'est avéré totalement inefficace au Canada, pas seulement dans cette élection mais aussi dans les élections récentes en Ontario et au Québec comme ailleurs dans le monde également. C'est un slogan qui réduit à l'impuissance, au désespoir et à l'humiliation la demande du mouvement ouvrier et de l'ensemble du corps politique de mettre fin à l'offensive antisociale néolibérale parce que le système de partis cartellisés n'a qu'un objectif : maintenir le peuple à l'écart du pouvoir. Les électeurs ne décident pas du résultat d'une élection. Ils n'exercent aucun contrôle sur la sélection des candidats, ni sur les élus, ni sur l'ordre du jour établi. Tout cela est contrôlé par l'État des riches et leurs conglomérats et médias privés qui ont pour tâche de privent le peuple de sa propre conception du monde.



Une opposition ouvrière doit reconnaître avec courage et conviction que le parti, quel qu'il soit, qui forme le gouvernement a pour tâche de préserver ce qu'on appelle les institutions démocratiques libérales et se fusionne à ces institutions devenues anachroniques. Le rôle de ces institutions est de préserver le privilège et elles sont totalement déconnectées des besoins de notre temps. Le parti politique qui forme le gouvernement reflète en lui tout le dysfonctionnement du système et révèle dans la pratique que les institutions démocratiques libérales servent les intérêts économiques les plus puissants. La corruption du Parti libéral au pouvoir au fédéral et la corruption qui a créé et propulsé le PCU de l'Alberta et son chef montrent qu'ils sont faits de la même étoffe.

La victoire du PCU était peut-être prévisible, mais elle n'augure rien de bon, ni pour l'Alberta, ni pour le Canada. L'opposition ouvrière doit faire face aux réalités de sa position de faiblesse et y remédier. Ce faisant, elle réalise dans le sens immédiat que l'élection de Jason Kenney en Alberta signifie un regain d'acrimonie au sein de l'élite dirigeante, la dégénérescence continue du système de partis cartellisés et la continuation et possiblement l'intensification de l'offensive antisociale. Le discours discordant et désagréable de Kenney et d'autres personnes exprime les intérêts étroits privés qu'ils représentent, étrangers pour la plupart. Ces intérêts agissent en imposant l'anarchie et la violence et montrent que les conditions du respect d'une autorité légale ne sont plus réunies. Il appartient donc au peuple de s'investir de pouvoir et d'établir un état de droit qui le favorise. Pour dissimuler la lutte pour le pouvoir et le contrôle de l'oligarchie financière internationale, on dit que c'est la faute du peuple, que les gens sont arriérés et réactionnaires. Les « voies ensoleillées » des



libéraux ont la même source et le même objectif et produisent le même résultat que toute autre demande de réconciliation avec les riches et leurs ambitions.

Le discours de victoire de Jason Kenney montre l'amertume, la rancœur, le ressentiment, le malaise, la mauvaise volonté, l'animosité, l'hostilité et l'inimitié que créent les antagonismes et la rivalité pour le pouvoir au sein de l'oligarchie financière.

### **Le cafard libéral et social-démocrate**

Un analyste décrit bien l'effroi qui s'empare des libéraux et sociaux-démocrates devant « la vague bleue ». Andrew Coyne écrit : « Grâce à cette victoire en Alberta, il y a maintenant six gouvernements provinciaux conservateurs qui s'étendent des Rocheuses à la baie de Fundy, représentant ensemble plus de 80 % de la population du pays. »

Or, en quoi les cercles dominants représentent le peuple et ses besoins et demands n'est évidemment pas discuté. On sait par contre que la corruption largement médiatisée entourant la fusion du Parti progressiste-conservateur et du Wildrose pour créer le Parti conservateur uni avec Kenney à sa tête est sans pareil. Nombreux sont ceux qui pensent qu'elle est comparable à la corruption de l'approche « basée sur les règles » de Justin Trudeau comme façon de servir les oligarques.

Dans ce marais de corruption et de servilité à la minorité riche qui envahit ce qu'on appelle les institutions démocratiques libérales et les partis cartellisés, les conservateurs sont souvent décrits comme plus responsables que leurs rivaux sur le plan financier et même parfois sur le plan social. Pendant ce temps, des épithètes de toutes sortes sont lancées contre les travailleurs canadiens qui seraient en train de devenir populistes, anti-immigrants, suprématistes blancs, antisociaux, etc. puisqu'ils ont permis à « six gouvernements provinciaux conservateurs s'étendant des Rocheuses à la baie de Fundy » de prendre le pouvoir.



Les travailleurs canadiens sont soucieux d'avoir une société qui veille au bien-être économique et social de ceux qui en dépendent. Ils ont un véritable mépris pour l'hypocrisie libérale, l'opportunisme et les justifications de ce qui ne peut être justifié et le disent souvent de façon assez crue. Mais ils n'ont pas plus d'estime pour la façon dont Jason Kenney et son ancien patron, Stephen Harper, exercent le pouvoir. Ils rejettent le but donné à la société tant par l'aile droite que par l'aile gauche de la classe dirigeante. C'est essentiellement le même but et il ne comprend pas la défense du bien-être économique et social de ceux qui dépendent de l'économie et de la société pour vivre. Comment expliquer autrement les crises économiques récurrentes, les problèmes non résolus et l'offensive antisociale néolibérale qui s'attaque au bien-être du peuple quel que soit le

parti cartellisé au pouvoir ? Ce fait est un sujet de grave préoccupation pour les travailleurs et est la raison pour laquelle l'opposition ouvrière doit aller aux devants et proposer une direction prosociale et un ordre du jour prosocial.

Le but que donnent à la société les prétendues ailes droite et gauche du système de partis cartellisés canadien est d'utiliser le pouvoir des institutions étatiques dites démocratiques libérales pour mettre les avoirs du pays à la disposition de l'oligarchie financière internationale et ses oligopoles, qui laissent sans solution, voire qui aggravent, les problèmes économiques, sociaux et

environnementaux qui préoccupent le peuple. Sur le plan international, les prétendues ailes droite et gauche sont unies, avec l'impérialisme américain en tête, dans la destruction nationale, l'incitation à la guerre et la destruction des forces productives humaines et de l'environnement social et naturel.

L'élite dirigeante a créé l'illusion que les soi-disant ailes droite et gauche de la classe dirigeante offrent quelque chose de différent et que parfois, selon les circonstances, l'une vaut mieux que l'autre. Les principaux journaux de l'Alberta, le libéral *Edmonton Journal* et le conservateur *Calgary Herald*, ont tous deux soutenu Jason Kenney dans la formation du prochain gouvernement. Ils ont obtenu ce qu'ils ont souhaité et maintenant ils ont l'arrogance de dire que les citoyens ont parlé et que le NPD dans l'opposition est là pour demander des comptes au gouvernement Kenney.

Ce qui n'est pas discuté, c'est comment les puissants intérêts économiques qui souhaitent ce résultat ont réussi à ramasser les 200 000 électeurs supplémentaires qui avaient droit de vote à l'élection de 2015 mais n'ont pas voté et à les amener à voter pour obtenir une majorité pour le PCU. Les 63 sièges obtenus par le PCU représentent un gain de 38 sièges par rapport au total obtenu par le Parti progressiste-conservateur et Wildrose en 2015. Le vote du NPD est resté identique à celui de 2015, ce lui avait valu 52 sièges mais seulement 24 cette fois-ci. Il est clair que le NPD a « tenu le coup », mais ce n'est pas comparable à ce qu'ont obtenu les puissants intérêts privés qui achètent les résultats voulus. La conclusion qui s'impose est que le mouvement ouvrier et les forces populaires doivent définir leurs propres objectifs et se mobiliser pour les atteindre. Ils doivent s'investir de pouvoir et non se diviser en fonction de telle ou telle faction de riches sous prétexte que l'une est meilleure que l'autre.

Au lendemain de l'élection d'un gouvernement majoritaire du PCU en Alberta, les journaux de la classe dominante dits de droite et de gauche ont proclamé que l'ordre du jour est maintenant fixé pour les travailleurs. Essentiellement, ils doivent se constituer en groupes de pression extraparlimentaires et laisser d'autres parler en leur nom et penser à leur place. Les travailleurs doivent oublier l'idée de s'organiser en une opposition ouvrière indépendante de l'élite dirigeante, avec son propre ordre du jour et sa propre analyse de ce qu'il faut faire pour défendre les droits et le bien-être du peuple et bâtir le nouveau.

### **Une voie vers l'avant**

Les travailleurs de l'Alberta, voire l'ensemble du corps politique du Canada, ne peuvent se permettre de rester piégés dans l'équation gauche-droite. Il y a la réalité d'un système de partis cartellisés au sein d'institutions démocratiques libérales devenues anachroniques sur lequel le peuple n'exerce aucun contrôle. L'évaluation que les médias font de l'élection le confirme quand ils disent que le fait qu'il ne reste que deux partis à l'assemblée législative montre que la stratégie de Jason Kenney de détruire le Parti progressiste-conservateur et Wildrose pour créer une nouvelle « marque » a réussi.

Mais que fera la « nouvelle marque » qui sera différent des autres ? Les querelles intestines sont plus intenses que jamais et éclatent de façon toujours plus criante. La stratégie et la victoire de Kenney montrent l'incapacité de l'élite dirigeante qui sert et représente les oligarques mondiaux de donner un but à la société qui correspond aux besoins de



l'humanité et de l'époque. Elles montrent que la classe ouvrière doit trouver sa propre voix et donner une nouvelle direction à l'économie et à la politique pour garantir les droits et le bien-être du peuple.

Nouvelle marque ou pas, comment vont-ils surmonter les querelles et le manque d'unité ? Sur quelle base ces dirigeants de l'élite dominante peuvent-ils exercer un contrôle même dans leurs propres rangs lorsque les oligarques qu'ils représentent s'empoignent au point de se menacer de violence libérale/conservatrice comme on le voit aux États-Unis et en Grande-Bretagne, alors qu'ils s'engagent dans des guerres continues à l'étranger ?

Le manque d'unité dans les rangs de la classe dirigeante en Alberta est tel que les progressistes-conservateurs qui ont combattu la prise de contrôle de leur parti par Kenney sont allés grossir les rangs du Parti Alberta. Ils ont élu comme chef Steven Mandel, ancien maire d'Edmonton et progressiste-conservateur, et obtenu 9,2 % des suffrages exprimés aux élections. Malgré cela, ils n'ont pas réussi à remporter un seul siège, pas plus que les libéraux d'ailleurs.

La prise de contrôle hostile des partis Wildrose et PC a pratiquement mené à l'élimination du Parti progressiste-conservateur qui a gouverné l'Alberta pendant 44 ans. Cela reflète la soi-disant fusion de l'Alliance réformiste et du Parti progressiste-conservateur au niveau fédéral qui a éliminé l'ancien Parti progressiste-conservateur et donné naissance au parti de Stephen Harper - un coup d'État inspiré de l'étranger dans lequel Jason Kenney a été un acteur majeur. Son discours contre l'ingérence étrangère dans les élections n'est pas différent de celui de la ministre des Affaires étrangères libérale du Canada. Ses affiliations étrangères ne sont pas différentes non plus.

### **Que les travailleurs renversent la situation**

Les travailleurs ont des réclamations légitimes à faire à l'économie et à la société. Ces réclamations sont en contradiction avec celles de l'oligarchie financière au pouvoir. Pour faire valoir leurs réclamations, ils doivent se tenir à l'écart de la rivalité et de l'acrimonie de l'élite dirigeante. Leur premier devoir est envers eux-mêmes et envers la société. Ils ne peuvent permettre à l'élite dirigeante de les priver de leur propre point de vue et de leur capacité de définir leurs positions et de lutter pour défendre leurs droits.



Prenons, par exemple, les tentatives pathétiques de blâmer les travailleurs pour l'élection de gouvernements réactionnaires de droite alors que les soi-disant gouvernements de gauche sont pratiquement les mêmes et appliquent la même politique de payer les riches. Quelle meilleure preuve que les agissements du gouvernement Trudeau au cours des quatre dernières années au niveau fédéral ? Nous avons eu droit à de beaux discours mais les faits et gestes ne sont pas différents de ceux du régime Harper avant lui. L'objectif du Parti libéral était et demeure de rendre inefficaces l'opposition des travailleurs à l'offensive antisociale, l'opposition des peuples autochtones à l'effacement final de leurs droits ancestraux, l'affirmation des droits des femmes et des enfants, la recherche d'un brillant avenir des jeunes et la demande d'un environnement naturel et social sain. C'est un but qu'ils n'ont pas atteint. Malgré l'influence de la base sociale libérale dont

disposent les cercles dirigeants pour s'assurer que le mouvement populaire ne leur échappe pas, le désir du peuple d'être investi de pouvoir continue de s'affirmer et de prendre de la force. Le désir du



peuple de prendre le contrôle de toutes ses affaires est la réalité d'aujourd'hui que les travailleurs doivent faire leur, nourrir et utiliser pour se bâtir un avenir.

Les travailleurs peuvent renverser la situation en refusant l'ordre du jour fixé par les élites dirigeantes et en discutant directement des questions qui les concernent. La discussion et la recherche de moyens de résoudre les problèmes économiques, politiques, sociaux et environnementaux en leur faveur et non en faveur des riches peut mobiliser les travailleurs à la défense de leurs droits et mener à un mouvement de masse pour construire le Nouveau.



---

## **À titre d'information**

# **Les résultats de l'élection**

Selon Élections Alberta, le Parti conservateur uni (PCU) a recueilli 55,2 % des suffrages exprimés, le NPD 32,7 % et le Parti Alberta 9,1 %. Les libéraux ont reçu 1 % des voix ; les autres petits partis pris ensemble ont obtenu 1,9 % et les indépendants 0,4 % des voix.

Les résultats de l'élection sont assez différents pour Calgary, Edmonton et le reste de la province. Le NPD a conservé 18 des 19 sièges qu'il détenait à Edmonton, plus un siège à Saint-Albert, en banlieue d'Edmonton.

À Calgary, le PCU a été élu dans 23 circonscriptions et le NPD dans trois circonscriptions. À l'exception de Lethbridge West, où le candidat du NPD a remporté une course serrée, tous les autres sièges de la province sont passés au PCU.

Au total, 1 880 508 de votes ont été exprimés. L'Alberta compte 4 334 025 habitants, soit une augmentation de plus de 200 000 personnes depuis l'élection de 2015, et 2 643 453 électeurs inscrits. Selon Élections Alberta, le taux de participation électorale a été de 71,1 %, contre 57 % en 2015. Il s'agit du taux de participation le plus élevé enregistré depuis 1935, année où 82 % des électeurs inscrits ont voté.

Au moment de la dissolution de l'Assemblée législative et de la convocation de l'élection, les néodémocrates au pouvoir avaient 52 des 87 circonscriptions de l'Alberta et le PCU formait l'opposition officielle avec 25 sièges. Le Parti Alberta et le Parti conservateur liberté avaient un siège chacun et il y avait 3 députés indépendants et un siège vacant.

Sur les 63 candidats du PCU élus, 51 siègent à l'Assemblée législative pour la première fois. Parmi les douze réélus, y compris le chef du parti, Jason Kenney, trois seulement sont issus de l'ancien Parti progressiste-conservateur, qui a fusionné avec le parti Wildrose pour devenir le PCU.

Les 63 sièges du PCU représentent un gain de 38 sièges par rapport au total des partis conservateur et Wildrose en 2015. De plus, 1 030 560 personnes ont voté pour le PCU, soit 54,8 % des électeurs qui ont voté, contre 774 118 pour le Parti progressiste-conservateur et Wildrose en 2015.

Les 24 sièges du NPD représentent une perte de 28 ; 19 de ces sièges ont été remportés à Edmonton. Vingt-et-un des 24 députés élus du NPD étaient à la dernière législature. Le NPD a recueilli 615 428 votes, soit 32,7 % des suffrages exprimés, soit un peu plus que les 605 515 reçus en 2015, ce qui indique que l'augmentation du nombre de suffrages à l'élection 2019 est allée essentiellement au PCU.

**Les peuples autochtones luttent pour affirmer leur souveraineté**

## **La Couronne abandonne les poursuites contre les défenseurs de la terre Wet'suwet'en**



Le 15 avril, la Couronne a abandonné les poursuites pour outrage contre 14 autochtones, invoquant un manque de preuves. Les 14 personnes ont été arrêtées par des agents de la GRC lourdement armés, dans un geste de terrorisme d'État, lors du blocus du 7 janvier. Ils ont été accusés de ne pas avoir respecté une injonction de la cour accordée à Coastal GasLink (CGL) en décembre 2018 afin de lui permettre de construire un gazoduc sur le territoire traditionnel des Wet'suwet'en. La juge de la Cour de la Colombie-Britannique, Marguerite Church, a accepté d'abandonner les accusations.

Molly Wickham, une porte-parole des personnes arrêtées, a souligné que la menace de peines d'emprisonnement et d'amendes « est une chose que ne devraient pas subir les peuples autochtones qui défendent leurs propres lois sur leur propre territoire ».

CGL affirme avoir passé des accords avec 20 Premières Nations, y compris un certain nombre sur le territoire des Wet'suwet'en, permettant la construction sur leur territoire du gazoduc long de 670 km qui acheminerait du gaz naturel issu de la fracturation hydraulique, du nord-est de la Colombie-Britannique jusqu'à Kitimat, le long du littoral. Cela suggère que CGL s'est conduit légalement et a suivi la procédure. Cependant, ces accords sont conclus entre des chefs de conseil de bande élus et des représentants de sociétés privées. La compétence des chefs de conseil de bande est strictement limitée aux soi-disant terres de la Couronne désignées comme « réserves » en vertu de la *Loi sur les Indiens*. Cela représente une très petite partie des 22 000 kilomètres carrés du territoire des Wet'suwet'en. Ce sont les chefs héréditaires des cinq maisons qui ont le pouvoir d'agir au nom des Wet'suwet'en et ce sont eux qui se sont opposés à la construction du gazoduc de CGL, qui traverserait 28 % de leur territoire. Ils ont souligné à plusieurs reprises que ce sont les lois des Wet'suwet'en et non les lois canadiennes qui régissent le territoire des Wet'suwet'en. Ils soulignent également que le Canada, ou toute autre entité, doit respecter ces lois et cette juridiction traditionnelles. Les chefs héréditaires Wet'suwet'en ont également exprimé leur opposition au gazoduc parce qu'il causera des dommages à l'environnement, réduira les stocks de saumon et compromettra les moyens de subsistance du peuple Wet'suwet'en.

L'injonction du tribunal contre les défenseurs de la terre Wet'suwet'en, qui reste en place, repose sur

la tentative de CGL, avec l'aide du gouvernement canadien, de contourner la question clé de qui exerce son autorité sur le territoire des Wet'suwet'en dans le but d'y imposer le passage du gazoduc. Les accords conclus par les gouvernements avec les chefs et les conseils élus ont pour objectif de diviser les peuples autochtones, de criminaliser leur défense de leur droit à l'autodétermination et, en cas d'échec, de les entraîner dans une bataille juridique qui épuise leurs ressources financières et les contraint à renoncer à leurs droits, leurs terres et leurs ressources. Telle est la façon d'opérer de l'État canadien aujourd'hui, quel que soit le parti cartellisé au pouvoir aux niveaux fédéral et provincial.

Les Canadiens de partout au pays ont organisé des manifestations et des rassemblements pour appuyer le blocus des Wet'suwet'en et ont dénoncé l'assaut et les arrestations menés le 7 janvier par la GRC contre les 14 défenseurs de la terre. Ils continueront à se tenir aux côtés du peuple Wet'suwet'en et de tous les peuples autochtones qui luttent pour leurs droits ancestraux, constitutionnels et issus de traités contre les relations coloniales que l'État canadien cherche à perpétuer.

(Source : CBC)



---

## Un chef héréditaire déclare que la « réconciliation ne se trouve pas au bout d'un fusil »



Le chef Na'moks parle à Smithers, le 16 janvier 2019.

Récemment, le chef Na'moks des Tsayu (du clan des castors) du peuple Wet'suwet'en a fait remarquer que, dans le contexte de la lutte en cours pour l'autodétermination des Wet'suwet'en, le Canada a manqué à ses obligations, qu'il a énoncées en mai 2016 aux Nations unies, relatives à la mise en oeuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. À propos de l'engagement solennel pris par le premier ministre, au début du mandat du gouvernement libéral, de nouer de nouvelles relations avec les peuples autochtones, il a dit ceci : « Je ne cessais de penser au premier ministre et à sa déclaration qu'il n'y avait pas de relation plus importante que celle avec les peuples autochtones. Et puis, voici tous ces fusils qui nous entourent. La réconciliation ne se trouve pas au bout d'un fusil. »

Soulignant que le gouvernement fédéral n'a rien fait pour empêcher la GRC d'attaquer les défenseurs de la terre le 7 janvier, le chef Na'moks a conclu que le refus du gouvernement fédéral d'agir était un exemple de non-respect de l'état de droit et plutôt de respect « de l'état de droit des entreprises ».



Affirmant la souveraineté autochtone, le chef Na'moks a souligné que le système de conseil de bande créé par l'État canadien était utilisé pour justifier les actions de Coastal GasLink (CGL). « Aux niveaux fédéral et provincial, ils ne traiteront qu'avec leur propre invention, les bandes, parce que c'est [le gouvernement] qui les a créées. Ils ne savent pas comment traiter avec nous, et pourtant nous sommes ici depuis des milliers d'années. Notre autorité et notre compétence sur la terre seront toujours là. »

Le chef Na'moks a souligné que la résistance du peuple Wet'suwet'en est une lutte pour les intérêts de la terre et de tous les peuples. La lutte pour les droits des peuples autochtones inclut le droit de refuser un développement imposé de l'extérieur qui profite à des intérêts privés. « Vous devez équilibrer les coûts et les avantages ... Vous ne pouvez pas simplement venir ici avec la mentalité de la ruée vers l'or puis vous enfuir. Vous organisez votre propre échec. »

Un autre point important qu'a fait le chef Na'moks est que ce sont les peuples autochtones qui vont lutter et défendre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Il a dit que si les gouvernements devaient interpréter la Déclaration, ils le feraient sur une base intéressée.



**Le chef Na'moks indique où le gazoduc traversera le territoire des Wet'suwet'en.**

Le chef Na'moks est aux côtés du clan Likhts'amisyu, qui construit davantage de barricades pour empêcher de nouvelles incursions de CGL sur le territoire des Wet'suwet'en. Le chef se rendra à l'ONU à la fin avril pour participer à l'Instance permanente des Nations unies sur les peuples autochtones. Il prévoit faire rapport à ce rassemblement international sur les violations des droits des peuples autochtones par l'État canadien, y compris l'attaque par la GRC et l'arrestation des défenseurs de la terre Wet'suwet'en et le refus persistant du gouvernement d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé pour le projet de gazoduc sur le territoire des Wet'suwet'en.

(Source : National Observer, CBC)



---

## **Le gouvernement Trump applique le Titre III de la loi Helms-Burton**

# **Assurons-nous que le gouvernement du Canada ne concilie pas avec les États-Unis dans leur tentative d'étrangler Cuba!**

Le 17 janvier 2019, le département d'État des États-Unis a annoncé son intention d'appliquer le Titre III de sa loi criminelle Helms-Burton « [...] à la lumière des intérêts nationaux des États-Unis et des efforts déployés pour accélérer la transition démocratique à Cuba, et inclure des facteurs comme l'oppression brutale des droits de la personne et des libertés fondamentales par le régime cubain et son soutien injustifiable aux régimes de plus en plus autoritaires et corrompus au Venezuela et au Nicaragua. »

Trois mois plus tard, le 17 avril, il a annoncé qu'à compter du 2 mai 2019, il commencera à appliquer pleinement le Titre III, qui a été suspendu par tous les présidents des États-Unis depuis l'adoption de la loi en 1996, dans une nouvelle tentative de se venger de Cuba, cette fois parce

que Cuba défend le droit à l'autodétermination du Venezuela, tout en l'utilisant pour intensifier sa guerre économique contre le Venezuela. Le Titre III donne aux citoyens américains qui détenaient auparavant des propriétés à Cuba qui ont été nationalisées après la révolution le droit de poursuivre pour dommages et intérêts les entités cubaines et étrangères qui ont utilisé ces propriétés ou qui ont fait affaire avec des entreprises qui les ont utilisées.



**Piquetage mensuel devant l'ambassade des États-Unis à Ottawa le 17 avril 2019 pour exiger la levée du blocus criminel exercé contre Cuba.**

Le même jour, lors d'un point de presse portant sur la décision de son gouvernement, la secrétaire d'État adjointe aux affaires de l'hémisphère occidental, Kimberly Breier, comme si elle brandissait un trophée, a attiré l'attention sur le fait que le Groupe de Lima, qui s'était réuni deux jours plus tôt au Chili pour la première fois, a exprimé « son inquiétude quant au rôle de Cuba à Caracas » dans sa Déclaration et, étrangement, « a appelé le régime cubain à appuyer la transition à Caracas ».[1]

Le 17 avril également, dans un discours prononcé devant la Bay of Pigs Veterans Association, à Coral Gables, en Floride, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis John Bolton a annoncé qu'en plus d'activer le Titre III de la loi Helms-Burton, le gouvernement Trump commencerait également à appliquer le Titre IV qui prévoit le refus des visas et l'exclusion des États-Unis de tout ressortissant étranger qui, après le 12 mars 1996, « confisque ou fait le trafic de biens confisqués à Cuba, dont le droit de propriété appartient à un ressortissant américain ».



John Bolton a profité également de l'occasion pour annoncer d'autres changements visant à renverser ce qu'il a appelé « les politiques désastreuses de l'ère Obama » et à « mettre fin à la glorification du socialisme et du communisme ». Il s'agit notamment de restreindre les voyages des États-Unis à Cuba, en n'autorisant que les visites de famille afin de limiter ce qu'il a appelé le « tourisme voilé », de rétablir le plafond de transfert de fonds à Cuba à 1 000 dollars par personne par trimestre, et d'imposer des sanctions supplémentaires à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua.

John Bolton a profité également de l'occasion pour rappeler à son auditoire que les États-Unis avaient récemment condamné six entreprises et 44 pétroliers qui expédient du pétrole «

subventionné » du Venezuela à Cuba et que, pour la première fois, un des navires s'était vu refuser l'entrée à un port américain la veille. Il s'est vanté que les nouvelles sanctions « font d'une pierre deux coups » parce qu'elles frappent le Venezuela et Cuba et a déclaré avec un plaisir pervers : « Fini les subventions pour les dictateurs communistes ! »

La nouvelle mesure du gouvernement Trump est un acte criminel de vengeance qui vient de son échec à imposer un changement de régime au Venezuela en utilisant les mêmes moyens terroristes qui ont été utilisés contre Cuba depuis près de 60 ans et qui ont échoué à réaliser un changement de régime dans l'île. L'application du Titre III de Helms-Burton renforcera dangereusement le blocus contre Cuba, un blocus dirigé contre le peuple, dans le but de le pousser à se rebeller contre son gouvernement et de permettre aux impérialistes américains de contrôler à nouveau sa destinée. C'est une nouvelle violation flagrante du droit international et une attaque directe contre la souveraineté et les intérêts des pays tiers.

Cuba a fermement et catégoriquement rejeté la décision d'appliquer le Titre III qui, selon la déclaration du ministère cubain des Affaires étrangères, constitue une action hostile extrêmement arrogante et irresponsable. Le ministère a également condamné le langage irrespectueux et calomnieux utilisé dans l'annonce publique faite par le département d'État. Le président Miguel Díaz-Canel a déclaré que l'annonce américaine « ne changera pas notre attitude face à ceux qui brandissent une épée contre nous. Nous, les Cubains, ne nous rendons pas et n'acceptons pas non plus les lois sur notre destinée qui seraient en dehors de la Constitution. À Cuba, ce sont les Cubains qui commandent. [...] Le Titre III est aussi mauvais que les Titres I ou II, qui sont tous des actes contre le peuple cubain. Personne ne nous obligera à rendre, que ce soit par séduction ou par la force, la patrie que nos ancêtres ont gagnée debout sur leurs pieds. »

Trump et ses hommes de main n'auront pas la tâche facile pour utiliser la nouvelle arme qu'ils se sont donnée pour faire avancer leur cause impopulaire. Déjà, aux États-Unis, beaucoup de ceux qui pourraient être directement touchés, y compris des entreprises, manifestent leur opposition, ainsi que les amis du peuple cubain et du peuple vénézuélien qui n'entendent pas rester les bras croisés face à cette dernière escalade de la guerre économique contre les deux pays. En ce qui concerne le Venezuela, des militants américains, avec l'approbation du gouvernement vénézuélien, maintiennent des vigiles et tiennent des événements éducatifs à l'intérieur de l'ambassade du Venezuela à Washington pour s'opposer à sa prise de contrôle par les représentants illégitimes du fantoche américain Juan Guaido, ce que facilite le gouvernement américain, plutôt que de faire son devoir de défendre l'inviolabilité des locaux diplomatiques.

Plusieurs pays européens, tout comme le Canada, ont des intérêts commerciaux importants à Cuba. Le gouvernement du Canada et les autres gouvernements doivent adopter une position ferme contre ce qui s'en vient. Les représentants de l'Union européenne et du Canada, individuellement et conjointement, ont fait des déclarations. Le Canada a beaucoup insisté sur les réunions que la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a eues avec ses homologues américains pour discuter des préoccupations de son gouvernement au sujet de la décision des États-Unis et a dit qu'elle défendrait pleinement les intérêts des Canadiens qui font du commerce avec Cuba et ont des investissements « légitimes » à Cuba.

Dans une déclaration commune, le Canada et l'UE ont déclaré que : « Dans le cadre général de l'OMC, l'UE et le Canada sont déterminés à travailler ensemble pour protéger les intérêts de leurs entreprises, notamment en faisant fi chez nous de l'application ou de la reconnaissance des jugements étrangers fondés sur les dispositions du titre III. »

Il est tout à fait possible, bien que le représentant du département d'État des États-Unis ait déclaré que personne ne sera exempté de l'application du Titre III, que les États-Unis encourageront particulièrement les poursuites contre des intérêts vénézuéliens à Cuba ainsi que contre des pays comme la Russie et la Chine qu'ils considèrent comme des rivaux qui n'ont pas d'affaire dans « son



voisinage ». Cela veut dire que le gouvernement doit non seulement défendre les intérêts canadiens à Cuba, mais aussi s'opposer clairement à ce que la loi soit utilisée contre d'autres. Par exemple, se ranger du côté de l'Europe tout en sacrifiant le Venezuela, aidant ainsi les États-Unis à atteindre leur objectif d'étrangler Cuba et le Venezuela, est inacceptable. Les Canadiens appuieront le gouvernement s'il adopte une position indépendante fondée sur des principes dans ce dossier et s'il refuse d'apaiser les États-Unis dans leurs objectifs criminels.

Le Canada est à un moment décisif. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à faire entendre leur voix et à s'assurer que le gouvernement du Canada ne pratique pas la politique de l'apaisement face aux États-Unis dans leur activité criminelle sur cette question très importante pour l'avenir de la paix, de la démocratie et de la liberté sur notre continent.

## Note

1. Indication que le projet des États-Unis et du Canada de forcer un changement de régime au Venezuela est en perte de vitesse, aucun pays des Caraïbes, parmi les rares membres de la CARICOM censés faire partie du Groupe de Lima, n'a signé cette déclaration. Toutefois, parmi ses signataires, moins de la moitié des pays membres de l'OÉA, on trouve l'envoyé de Juan Guaido censé représenter le Venezuela. La prochaine réunion du groupe aura lieu au Guatemala à une date qui n'a pas encore été annoncée.

(Sources: Prensa Latina, Cubadebate, Miami Herald, Politico)



## Entrevue

- Isaac Saney, coprésident et porte-parole, Réseau canadien pour Cuba -



Piquet mensuel à Vancouver le 17 avril 2019 pour exiger la levée du blocus étasunien contre Cuba

La loi américaine appelée *Loi Helms-Burton* a été conçue pour codifier et resserrer le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba en 1962 dans le but de subvertir et de renverser le gouvernement cubain et d'imposer un régime au gré du gouvernement américain.

*LML* a interviewé le coprésident et porte-parole du Réseau canadien pour Cuba (CNC), Isaac Saney, afin d'expliquer à nos lecteurs ce qu'est la *Loi Helms-Burton* et son Titre III et quels sont les enjeux.

\*\*\*

**LML :** Qu'est-ce que la *Loi Helms-Burton* ? Quelle est son intention ?

**Isaac Saney :** La *Loi Helms-Burton* a été adoptée en 1996. Elle visait à resserrer et à renforcer les sanctions économiques américaines contre Cuba et à les codifier en tant que loi, en ce sens qu'il s'agissait d'un acte du Congrès plutôt que d'une action relevant de la compétence du président américain.

Le président avait utilisé la loi sur le commerce avec l'ennemi pour donner des directives politiques sanctionnant économiquement Cuba. La *Loi Helms-Burton* visait spécifiquement Cuba et établissait une série de conditions relatives à l'économie cubaine, visant à détruire la nature socialiste de l'économie cubaine de manière à être acceptable pour l'empire américain. Le Titre III de la loi autorise les entreprises et les citoyens américains à poursuivre non seulement les entreprises cubaines, mais aussi les entreprises internationales engagées dans ce que les États-Unis appellent un « trafic de biens volés », c'est-à-dire cette façon très grotesque de faire

référence au fait que Cuba, quand la Révolution a triomphé, était en droit, en vertu du droit international, de nationaliser les biens appartenant à des sociétés étrangères à Cuba et, depuis lors, une partie de ces biens est occupée ou utilisée de toute autre manière par les objectifs visés au Titre III. Cuba a offert une compensation conformément au droit international pour les propriétés nationalisées au début de la révolution. Dans les premières années de la révolution, chaque pays confronté à la nationalisation de ses propriétés - la France, le Canada, la Grande-Bretagne, etc. - a conclu un accord avec Cuba sur une indemnisation. Cuba offrait également une compensation aux entreprises américaines, mais les États-Unis ont bloqué les tentatives de ces entreprises d'accepter et de négocier avec Cuba.



Ce qui est intéressant, c'est que sous l'administration Obama, lorsqu'il y a eu une formalisation des relations diplomatiques et une tentative, disons, de passer à une relation différente, une qui ne visait pas à saper la révolution mais une relation nouvelle et moins agressive, les entreprises américaines ont également commencé à examiner certaines de ces approches en matière de compensation. Elles ont commencé à examiner ce que l'on appelle des cas certifiés afin de commencer à résoudre certains d'entre eux. Bien entendu, il est important de comprendre que les Cubains eux-mêmes affirment qu'hormis l'indemnisation des entreprises américaines, il y a la question des dommages énormes causés par les sanctions économiques américaines contre Cuba, qui s'élèvent à plus d'un billion de dollars américains. À cela s'ajoutent les pertes inestimables de vies humaines, des Cubains qui ont été victimes de toutes sortes d'actes terroristes perpétrés contre Cuba à partir du territoire américain.

Les États-Unis mènent une guerre économique sans répit et sans relâche contre Cuba depuis le début des années 1960. La *Loi Helms-Burton* est une escalade de la guerre contre Cuba et une tentative manifeste d'asphyxier économiquement Cuba en violant le droit international, en tentant de couper les liens économiques de Cuba avec d'autres régions du monde et les sources d'investissements étrangers. Elle est utilisée pour prendre des mesures punitives à l'encontre des sociétés qui exercent des activités à Cuba, particulièrement celles qui exercent des activités avec des actifs aux États-Unis ou qui possèdent des actifs en étant particulièrement vulnérables.

Le titre complet de la *Loi Helms-Burton* est grotesque, c'est la *Loi cubaine sur la liberté et la solidarité démocratique (Libertad)* de 1996. Elle n'a rien à voir avec la liberté de Cuba. En fait, il s'agit de ramener Cuba sous la domination, l'hégémonie et la tutelle des États-Unis. Cela n'a rien à

voir avec la démocratie, car c'est une violation fondamentale du droit du peuple cubain à l'autodétermination. Elle viole également la souveraineté des pays tiers qui commercent avec Cuba.

Au Canada, par exemple, le plus grand investisseur étranger à Cuba est Sherritt International, qui détient des intérêts dans les secteurs minier et pétrolier et dans d'autres secteurs de l'économie cubaine.

**LML :** Parlez-nous de l'opposition de la communauté internationale à la *Loi Helms-Burton* ?

**IS :** La communauté internationale s'y oppose car c'est une violation flagrante des normes établies du commerce international et du droit international. Son objectif est de faire de la loi américaine la loi qui l'emporte sur les lois nationales. Par exemple, au Canada, la loi américaine l'emporterait sur la loi canadienne et les Canadiens seraient obligés d'obéir à la loi américaine pour éviter de mettre en péril leurs opérations et leurs actifs aux États-Unis. Les entreprises canadiennes elles-mêmes ne seraient pas autorisées à commercer avec Cuba sans faire face à des sanctions économiques très importantes de la part des États-Unis.

Lorsque la *Loi Helms-Burton* a été adoptée en 1996, le Canada s'y est opposé. Les pays européens s'y sont opposés. Tous les présidents des États-Unis, Clinton puis les autres, ont suspendu tous les six mois le Titre III de la *Loi Helms-Burton*, pour éviter que des actions en justice soient intentées contre des sociétés par des citoyens américains dont les biens ont été nationalisés ou par des Cubano-Américains qui ont quitté Cuba et sont devenus citoyens américains et affirment qu'il existe à Cuba des biens qui leur appartiennent et pour lesquels ils ont le droit de demander des compensations devant les tribunaux américains. L'action du gouvernement Trump a eu pour effet de ramener à 45 jours la renonciation de six mois au titre III, puis à une période encore plus courte, créant un sentiment d'insécurité encore plus grand, jusqu'à ce que, le 17 avril, il annonce qu'il commencera à l'appliquer pleinement à compter du 2 mai 2019.

Donc, à cause de la pression de la communauté internationale, les présidents avant Trump ont décidé qu'ils devaient renoncer au Titre III. Pourquoi ? Parce qu'en fin de compte, sa nature extraterritoriale constitue une violation fondamentale de la souveraineté de tous les pays du monde car elle tente de faire du droit des États-Unis le droit dominant chez eux et qu'elle a préséance sur les lois nationales lorsqu'il s'agit d'entreprises qui font affaire avec Cuba. Par exemple, les pays européens et le Canada, les plus gros investisseurs à Cuba, ont tous des lois en vigueur qui limitent l'impact des mesures extraterritoriales initiées par d'autres pays contre des entités situées chez eux. En 1985, le Canada a adopté la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères* (LMEE), qui a encore été renforcée en 1997 pour tenir compte de la *Loi Helms-Burton*, en bloquant son application au Canada.

**LML :** Que pouvez-vous nous dire au sujet de la violation de la souveraineté du Canada par le Titre III et comment la LMEE s'applique au Canada ?

**IS :** Je vais vous donner un exemple. En 2017, Honda Canada s'est vu imposer une amende de plusieurs dizaines de milliers de dollars pour avoir loué des voitures à l'ambassade de Cuba. Cela a été perçu comme une violation des sanctions américaines contre Cuba étant donné qu'une entreprise américaine, American Honda Finance Corporation, était actionnaire majoritaire de Honda Canada Finance. L'entreprise a été condamnée à une amende alors que le locateur et le locataire se trouvaient au Canada. Il y a d'autres cas. Un autre exemple est que les dirigeants de l'entreprise canadienne Sherritt International ne sont pas autorisés à se rendre aux États-Unis. Leurs enfants ne sont pas autorisés à fréquenter les écoles américaines car ils ne peuvent obtenir de visas en vertu du titre IV de Helms-Burton.

Comme exemple de ce qui pourrait se produire maintenant avec l'activation du titre III, prenons la situation d'Air Canada, de Sunwing et d'Air Transat qui transportent des touristes à Cuba, qui sont



engagés dans la création de toute une gamme de forfaits touristiques avec des hôtels à Cuba et qui ont des droits d'atterrissage à l'aéroport. Les navires ayant des droits d'ancrage dans les ports cubains pourraient également être ciblés. C'est un fait que le Canada constitue la plus grande source de touristes pour Cuba. L'année dernière, je pense que plus de cinq millions de personnes ont visité l'île et près d'un million et demi de Canadiens visitent Cuba chaque année. Air Canada, Air Transat et Sunwing pourraient être accusées de mener à Cuba des affaires qui impliquent ce que les États-Unis considèrent comme un bien nationalisé, ce qu'ils appellent un bien volé. Ces sociétés pourraient être soumises à une série de poursuites et de jugements devant les tribunaux américains.

La LMEE a été adoptée en 1985 pour bloquer l'application extraterritoriale de lois étrangères aux entreprises canadiennes. Elle permet au procureur général de prendre des arrêtés pour interdire l'application de mesures extraterritoriales à l'encontre de Canadiens et d'entités canadiennes. Un individu ou une société qui enfreint la LMEE ou un arrêté rendu en vertu de la LMEE peut être passible d'amendes et / ou de peines d'emprisonnement. Une ordonnance de blocage rendue en 1992 exige que les sociétés canadiennes informent le procureur général de toute directive ou autre communication qu'elle reçoit concernant une mesure extraterritoriale américaine à son encontre concernant tout commerce ou commerce entre cette société et Cuba. Il interdit également aux sociétés canadiennes de se conformer à de telles mesures considérées comme susceptibles d'empêcher, d'entraver ou de réduire les échanges commerciaux entre le Canada et Cuba.

La LMEE a été modifiée en 1997 pour traiter spécifiquement du Titre III de la *Loi Helms-Burton* afin qu'elle puisse désormais être utilisée pour empêcher l'application des jugements américains au Canada, limiter la production de documents aux tribunaux américains dans le cadre d'actions en vertu du titre III et donner aux Canadiens le droit de poursuivre en justice devant un tribunal canadien afin de récupérer les dommages-intérêts alloués aux États-Unis plus les frais de justice. La LMEE ne peut toutefois pas être utilisée pour recouvrer des dommages-intérêts monétaires contre des avoirs que des particuliers ou des entreprises canadiens pourraient avoir aux États-Unis ou éventuellement dans d'autres pays.

À ce que je sache, la LMEE ait jamais été appliquée devant un tribunal, il n'y a donc pas de jurisprudence à consulter concernant son application.

**LML :** Pouvez-vous expliquer comment la mise en application du Titre II aura un impact sur les relations économiques canado-cubaines ?

**IS :** Le Canada a des relations économiques importantes avec Cuba. Ces entreprises vont-elles céder à cette pression économique ? Si elles persistent et continuent leurs relations avec Cuba, seront-elles poursuivies devant les tribunaux américains ? Qu'est-ce qui va arriver ensuite ? Quel sera l'impact économique non seulement sur elles, mais sur l'économie canadienne ? Ou, ce qui est important, d'autres entreprises vont-elles maintenant se montrer extrêmement réticentes à investir à Cuba, à s'engager dans ce type de pratique économique commerciale et de relations commerciales avec Cuba, de peur de faire face à des réclamations pour dommages-intérêts en vertu du Titre III ? Plusieurs considèrent que c'est le principal objectif de l'activation du Titre III.

Ce sont tous ces facteurs dont il faut tenir compte. Par exemple, si une poursuite est intentée contre les sociétés aériennes Air Canada, WestJet, Air Transat et Sunwing, pourront-elles supporter économiquement ce fardeau ? Qu'advient-il du tourisme ? Les Canadiens trouveront-ils maintenant que Cuba est une destination touristique difficile d'accès ? Et nous devons également garder à l'esprit que les Canadiens ont voyagé à Cuba par centaines et par milliers et qu'ils ont développé un très grand respect pour ce que Cuba a pu faire face à l'incroyable agression américaine. Ils respectent les Cubains pour avoir surmonté les obstacles que l'empire américain continue de mettre sur leur chemin.

Cela va avoir un impact énorme. Mark Agnew, de la Chambre de commerce du Canada, a déclaré

que cela « pourrait affecter toute entreprise ayant des relations avec Cuba ». Je pense que Sherritt International Corporation a investi plus de 2 milliards de dollars à Cuba. Nous avons beaucoup d'autres entreprises canadiennes qui commercent avec Cuba ou qui investissent à Cuba. Nous avons des banques comme la Banque Nationale du Canada qui y a des bureaux. Nous avons des agriculteurs du Québec et de l'Alberta qui interagissent de manière importante avec Cuba. Nous avons les compagnies aériennes. Elles pourraient faire face à des poursuites très importantes qui pourraient les accabler de problèmes économiques qu'elles ne pourraient peut-être pas surmonter.

**LML :** Pourriez-vous expliquer comment l'activation du Titre III fait du tort à la nation et au peuple cubain ?

**IS :** C'est une violation fondamentale du droit de Cuba de commercer avec n'importe qui dans le monde, de nouer des partenariats avec des entités étrangères et de tirer profit des investissements étrangers. C'est une violation du droit du peuple cubain à l'autodétermination de déterminer son système politique, économique, social et culturel sans aucune ingérence politique, un droit énoncé dans la Charte des Nations unies et dans les divers pactes internationaux sur les droits économiques, politiques et civils. C'est une violation fondamentale du droit de Cuba de choisir sa propre voie et une tentative de ramener Cuba à un statut de néocolonie des États-Unis. Il s'agit d'une tentative d'écraser ses aspirations nationales pour établir ce que José Martí, le héros de la Révolution cubaine, a décrit comme « une nation avec tous et pour tous », c'est-à-dire une nation souveraine entièrement aux mains du peuple cubain, une nation dans laquelle les ressources sont utilisées dans l'intérêt de chaque citoyen, dans l'intérêt de la nation tout entière.

Il s'agit d'une tentative des États-Unis de détruire le projet d'édification nationale de Cuba. C'est également en quelque sorte une attaque contre l'Amérique latine et l'ensemble des Caraïbes. Les États-Unis ont clairement dit que la doctrine Monroe s'applique et montrent par leurs actes qu'ils croient que la « destinée manifeste » s'applique également, qu'ils ont le droit de déterminer les arrangements économiques et politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. Non seulement les États-Unis disent qu'ils ont le droit de le faire, mais qu'ils utiliseront leur puissance pour essayer de le faire respecter. Nous avons donc la situation au Venezuela, la tentative de renverser le gouvernement Maduro et de le remplacer par un gouvernement qui fera l'affaire des États-Unis. Nous avons la déclaration selon laquelle le Nicaragua, le Venezuela et Cuba constituent une triade de la tyrannie. Il y a la militarisation de l'Amérique latine, le rejet de l'appel à faire de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix.

Mais il est également important de comprendre ce qui se passera lorsque le Titre III de Helms-Burton sera rigoureusement appliqué. Je pense qu'il y aura des défis très importants de la part de l'Union européenne -- devant l'Organisation mondiale du commerce et en utilisant sa propre loi de blocage. Ce que l'on peut également constater avec le Titre III de Helms-Burton, c'est l'éclatement des accords internationaux établis. Est-ce que cela veut dire que la force fait le droit ? Cela sera-t-il accepté cet usage de la force dans ses diverses formes comme facteur dominant dans les relations internationales ? Cela sera-t-il accepté comme moyen de détruire le droit international ?

En nous opposant à Helms-Burton, nous défendons non seulement la souveraineté des nations et, dans notre cas, la souveraineté canadienne, mais nous défendons la nécessité et le droit à la primauté du droit.

**LML :** Comment le gouvernement canadien devrait-il réagir ?

**IS :** À mon avis, le gouvernement canadien devrait rejeter avec véhémence, dans tous les forums nationaux et internationaux, la nature extraterritoriale de Helms-Burton. Il devrait défendre la souveraineté canadienne et agir conformément à son vote aux Nations unies où il a condamné le blocus économique, financier et commercial illégal de Cuba par les États-Unis.

Il est important de garder à l'esprit que, depuis 1992, les pays membres de l'Assemblée générale des Nations unies se sont opposés à maintes reprises et massivement au blocus américain de Cuba, et en particulier à ses aspects extraterritoriaux, ces votes successifs sont une victoire retentissante pour Cuba. Je pense que le gouvernement canadien et les parlementaires canadiens ne devraient pas permettre que les politiques du Canada à l'égard de Cuba et ses relations avec Cuba soient ciblées et minées par cette dernière mesure agressive des États-Unis. En fait, ils devraient défendre la souveraineté canadienne ainsi que celle de Cuba et la souveraineté et le droit à l'autodétermination de tous ceux qui pourraient être potentiellement touchés.

**LML :** Avez-vous des remarques additionnelles ?

**IS :** Pour terminer, je dirais que c'est un tournant très dangereux dans les relations. Le gouvernement Trump s'engage manifestement dans une politique de vengeance. Ils veulent éliminer la Révolution cubaine qui a toujours été un exemple concret d'autodétermination en Amérique latine. La situation est à un point critique et nous devons nous assurer qu'elle ne soit pas tolérée.

Je tiens également à dire que malgré tout cela, le mouvement de solidarité Canada-Cuba croit fermement que le peuple cubain peut et va surmonter tous les défis auxquels il est confronté, notamment cette dernière provocation des États-Unis, ce dernier acte d'agression, cette dernière escalade de la guerre économique des États-Unis contre Cuba. Je pense également que le peuple cubain peut être confiant, qu'il peut compter sur le soutien et l'amitié indéfectibles des Canadiens. Ce soutien et cette amitié sont enracinés dans le profond respect des Canadiens pour les droits, l'indépendance et l'autodétermination de Cuba, ainsi que dans une profonde admiration pour les réalisations du peuple cubain malgré l'agression continue des États-Unis.

Ce respect et cette admiration ont forgé des liens d'amitié indestructibles entre le peuple canadien et le peuple cubain. Le gouvernement canadien devrait le reconnaître en prenant une position politique ferme et sans équivoque contre ce dernier acte de vengeance des États-Unis et en utilisant tous les moyens juridiques disponibles au pays et à l'étranger pour combattre ses conséquences. C'est un acte d'agression non seulement contre le peuple cubain, mais aussi contre le peuple canadien, contre la nation canadienne et contre le principe fondamental de la souveraineté.



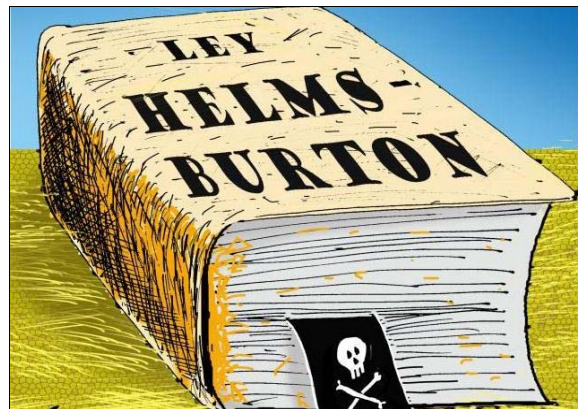
---

## Où est passée la fermeté du Canada face aux États-Unis concernant Cuba?

- John Kirk et Stephen Kimber -

En juin 1996, quelques mois à peine après l'adoption par le Congrès américain de la *Loi Helms-Burton* visant à serrer la vis à l'économie cubaine, le Canada avait été le premier pays à dire publiquement « non » au projet de Washington.

À cette époque, Ottawa avait annoncé qu'il adopterait une nouvelle loi pour amortir les répercussions dictatoriales du Titre III — un article extraterritorial de la loi qui interdisait aux compagnies non américaines de s'engager dans des « transactions illégales » liées aux biens américains qui ont été confisqués, selon les États-Unis, à la suite de la Révolution cubaine de 1959. Ottawa avait





même menacé les États-Unis d'aller en arbitrage international.

En moins d'un mois, le premier ministre Jean Chrétien avait rallié un Groupe de sept dirigeants, forçant ainsi le président de l'époque, Bill Clinton, à reculer. M. Clinton avait imposé une interdiction de six mois aux entreprises américaines et aux Américains originaires de Cuba d'intenter une action en indemnisation devant les tribunaux américains.

Tous les présidents américains depuis ce temps — tant démocrates que républicains — ont prolongé ce moratoire par segment de six mois, parce que la loi, qui permet aux tribunaux américains de punir des entreprises non américaines simplement pour avoir fait affaire avec Cuba, est en violation des normes commerciales internationales reconnues. Ces présidents savaient que des pays tels que le Canada seraient furieux s'ils ne prolongeaient pas le moratoire.

Mais maintenant, motivée par son désir d'imposer un changement de régime au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba (la « troïka de la tyrannie », selon le conseiller de la Sécurité nationale, John Bolton), voilà que l'administration Trump a changé les règles du jeu.

Le mois dernier, le secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo, a autorisé les Américains à poursuivre le gouvernement cubain devant les tribunaux américains pour des biens nationalisés il y a près de soixante ans. Maintenant il dit qu'il se donne jusqu'au 17 avril pour décider s'il ira plus loin dans sa démarche de sorte à autoriser de telles actions contre des compagnies étrangères, y compris les compagnies canadiennes.

Pourquoi donc la réaction du Canada est-elle si modeste ? Pourquoi ne fait-il pas preuve d'audace aujourd'hui ?

Il n'est pas difficile de comprendre ce que trament Trump et ses alliés. Sous l'influence idéologique maligne de M. Bolton, M. Pompeo et le sénateur républicain Marco Rubio, un allié de Trump et un critique acerbe du gouvernement cubain, les États-Unis exacerbent les tensions entre Washington et La Havane, allant même jusqu'à démanteler certaines bonifications apportées dans les relations par l'ancien président Barack Obama.

Tandis que M. Trump pense à remettre Cuba sur la liste des pays qui, selon Washington, préconisent le terrorisme, M. Rubio veut raviver la législation de l'époque de George W. Bush, annulée par M. Obama, qui incitait le personnel médical cubain travaillant à l'étranger à désertir. Au début du mois, surtout grâce à son lobbying, M. Trump a sabordé une affaire conclue entre la Ligue majeure du baseball et son homologue cubain permettant aux Cubains de jouer légalement au baseball aux États-Unis.

Sur un ton sans doute lugubre pour le Canada, M. Rubio a spécifiquement averti les investisseurs étrangers : « Si vous faites affaire avec des biens cubains volés, il serait vraiment temps que vous laissiez tomber. »

Le Canada — qui a des liens historiques étroits avec Cuba — a un intérêt direct dans cette affaire. Comme l'ont fait presque tous les autres pays au monde, le Canada a depuis longtemps négocié une compensation pour ses citoyens et ses compagnies dont les propriétés ont été nationalisées après la révolution. Sous Obama, même les États-Unis, qui à l'époque avaient rejeté les offres de compensation de Cuba, avaient commencé à négocier certains droits accrédités.

Maintenant, si M. Trump mène à bien ses menaces, même l'aéroport de La Havane et le terminal de croisières pourraient devenir la cible de milliers de poursuites juridiques auprès des tribunaux américains de l'ordre de 8 milliards de dollars US.

La Sherritt International Corp. du Canada, le plus grand investisseur étranger à Cuba, est à risque. Il en va de même pour de nombreuses autres compagnies canadiennes qui font du commerce avec

Cuba ou y investissent, y compris des banques dont les bureaux sont à Cuba, les agriculteurs du Québec et de l'Alberta, Air Canada et peut-être même les compagnies de vols nolisés telles Sunwing Airlines Inc., Air Transat A. T. Inc. et WestJet Airlines Ltd.

Ce n'est pas étonnant que Mark Andrew de la Chambre de commerce du Canada ait récemment exprimé son inquiétude : le Titre III « pourrait avoir un impact sur toute compagnie qui a la moindre relation avec Cuba », a-t-il déclaré.

Même si Ottawa affirme que la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland fait du lobbying discret auprès de Washington et rassure les Canadiens qu'elle veille à leurs intérêts, cette démarche, de loin trop modérée, est révélatrice — et dangereuse.

Le premier ministre Justin Trudeau veut désespérément obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, celui que Stephen Harper n'a pas réussi à obtenir en 2010. La politique étrangère du Canada repose en grande partie depuis les quatre dernières années sur l'atteinte de cet objectif.

C'est ce qui rend délicate toute confrontation avec les Américains. M. Trudeau doit gérer une situation que son père avait qualifiée à une certaine époque de « dormir avec l'éléphant ». Avec le règne de l'imprévisible et du volatile M. Trump, l'éléphant en question peste furieusement dans toutes sortes de directions dangereuses — que ce soient des accords commerciaux révisés, des tarifs injustifiés ou des insultes personnelles.

Très concrètement, il existe déjà des lois — par exemple, la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères de 1985* (LMEE) — conçues spécifiquement pour la protection des Canadiens et pour empêcher qu'ils soient obligés de se plier à des lois américaines illégitimes. Cette loi a été modifiée en 1996 précisément pour servir d'antidote à Helms-Burton. Il existe aussi des lois et des normes internationales qui jouent en notre faveur.

Il est grand temps que le gouvernement canadien dépoussière notre législation et fasse preuve d'audace en rejetant avec force l'agression américaine contre Cuba — et évidemment, du même coup, qu'il défende nos propres intérêts nationaux.

*John Kirk est un professeur d'études latino-américaines qui a étudié à l'université de Dalhousie où il travaille depuis 1978. Il est l'auteur et corédacteur de 18 livres sur l'Amérique latine.*

*Stephen Kimber est un professeur de journalisme à l'université de King's College et l'auteur de neuf livres, y compris plus récemment le primé What Lies Across the Water : The Real Story of the Cuban Five.*

*(Stephen Kimber et John Kirk, Globe and Mail, le 15 avril 2019. Traduit de l'anglais par LML)*



---

## Déclarations

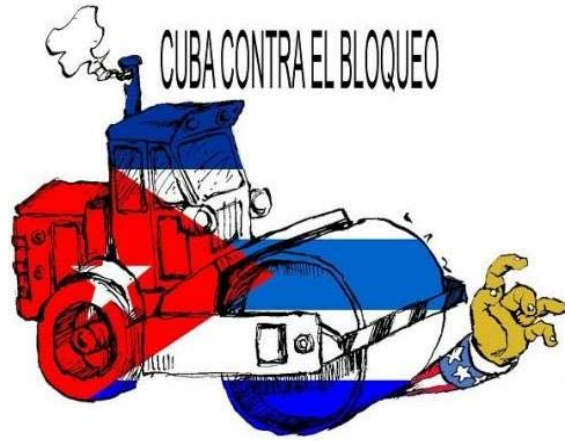
# Le gouvernement révolutionnaire de Cuba

Aujourd'hui, le 17 avril 2019, marque l'anniversaire du début de l'agression militaire de Playa Giron en 1961. La réponse décisive du peuple cubain dans la défense de la Révolution et du socialisme a abouti, en à peine 72 heures, à la première défaite militaire de l'impérialisme en Amérique.

Curieusement, c'est la date choisie par le gouvernement étasunien actuel pour annoncer l'adoption de nouvelles mesures d'agression contre Cuba et renforcer l'application de la Doctrine Monroe.

Le Gouvernement révolutionnaire rejette avec la plus grande fermeté la décision d'autoriser dorénavant l'introduction d'actions devant les tribunaux étasuniens contre des entités cubaines et étrangères ne relevant pas de la juridiction des États-Unis, ainsi que la décision de renforcer les obstacles pour l'entrée aux États-Unis des dirigeants et leur famille des entreprises qui investissent légitimement à Cuba dans des propriétés qui ont été nationalisées.

Ce sont des mesures prévues dans le cadre de la Loi Helms-Burton, qui ont été rejetées il y a longtemps par la communauté internationale, condamnées par la nation cubaine depuis leur adoption et leur application en 1996, et dont le but principal est d'imposer la tutelle coloniale à notre pays.



Cuba condamne également la décision de limiter à nouveau les sommes d'argent envoyées par les résidents cubains aux États-Unis à leur famille et à leurs proches, de restreindre davantage les voyages des citoyens étasuniens à Cuba et d'appliquer des sanctions financières supplémentaires.

Elle rejette fermement les références au fait que des attaques contre des diplomates étasuniens aient eu lieu à Cuba.

Les États-Unis prétendent justifier leurs actions, comme ils en ont l'habitude, par le mensonge et le chantage.

Le général d'armée Raul Castro a déclaré le 10 avril : « On blâme Cuba de tous les maux, en utilisant le mensonge dans le pire style de la propagande hitlérienne. »

Pour masquer et justifier l'échec évident du sinistre complot de coup d'État visant à nommer depuis Washington un « président » usurpateur pour le Venezuela, le gouvernement des États-Unis a recours à la calomnie.

Il accuse Cuba d'être responsable de la solidité et de la fermeté dont ont fait preuve le gouvernement bolivarien et chaviste, le peuple de ce pays et l'union civique et militaire qui défendent la souveraineté de leur nation. Il ment sans vergogne en prétendant que Cuba maintient des milliers de soldats et de personnel de sécurité au Venezuela, et influence et détermine les événements dans ce pays frère.

Il a le cynisme d'accuser Cuba de la situation économique et sociale à laquelle le Venezuela fait face après des années de brutales sanctions économiques, conçues et appliquées par les États-Unis et plusieurs de ses alliés, précisément pour l'asphyxier économiquement et provoquer des souffrances parmi la population.

Washington va jusqu'à faire pression sur les gouvernements de pays tiers pour qu'ils tentent de persuader Cuba de retirer ce soi-disant et invraisemblable soutien militaire et de sécurité, voire de cesser d'apporter soutien et solidarité au Venezuela.

Le gouvernement actuel des États-Unis est reconnu, dans son propre pays et à l'échelle internationale, pour sa tendance sans scrupules à utiliser le mensonge comme un moyen de politique intérieure et extérieure. Il s'agit d'une habitude qui correspond à de vieilles pratiques de l'impérialisme.

Nous avons encore à l'esprit les images du président George W. Bush, avec l'appui de l'actuel conseiller à la Sécurité nationale, John Bolton, mentant de façon éhontée sur les prétendues armes



de destruction massive en Irak, un mensonge qui servit de prétexte à l'invasion de ce pays du Moyen-Orient.

L'histoire conserve également le souvenir de l'explosion du cuirassé Maine à La Havane et l'incident auto-infligé dans le Golfe du Tonkin, des épisodes qui servirent de prétexte pour déclencher des guerres de pillage à Cuba et au Vietnam.

Nous ne saurions oublier que les États-Unis ont utilisé des faux insignes cubains, peints sur les avions qui effectuèrent les bombardements durant le prélude de l'agression de Playa Giron, pour dissimuler qu'en réalité ils étaient étasuniens.

Il doit être clair que les calomnies des États-Unis reposent sur un mensonge total et délibéré. Leurs services de renseignement disposent de preuves plus que suffisantes, sûrement plus que tout autre État, pour savoir que Cuba ne dispose pas de troupes et ne participe pas non plus à des opérations militaires ou de sécurité au Venezuela, même si deux pays indépendants ont le droit souverain de déterminer comment coopérer dans le secteur de la défense, ce qui n'appartient pas aux États-Unis de remettre en question.

L'accusateur maintient plus de 250 000 soldats dans 800 bases militaires à l'étranger, dont une partie dans notre hémisphère.

Son gouvernement sait aussi que, comme Cuba l'a déclaré publiquement et à maintes reprises, les quelque 20 000 coopérants cubains, dont plus de 60 % sont des femmes, accomplissent dans ce pays d'Amérique latine les mêmes tâches que réalisent à l'heure actuelle environ 11 000 autres professionnels de notre pays dans 83 pays : contribuer à prêter des services sociaux de base, essentiellement des services de santé, ce qui est reconnu par la communauté internationale.

Il doit également être absolument clair que la ferme solidarité avec la République bolivarienne soeur du Venezuela est un droit de Cuba en tant qu'État souverain, et c'est également un devoir qui s'inscrit dans la tradition et les principes inaliénables de la politique extérieure de la Révolution cubaine.

Nulle menace de représailles contre Cuba, aucun ultimatum ni chantage de la part du gouvernement étasunien actuel ne détournera la conduite internationaliste de la nation cubaine, en dépit des dommages humains et économiques dévastateurs que le blocus génocidaire cause à notre peuple.

Il convient de rappeler que la menace et l'ultimatum mafieux ont déjà été utilisés dans le passé lorsque les efforts internationalistes de Cuba soutenaient les mouvements de libération en Afrique, alors que les États-Unis soutenaient le régime honteux de l'apartheid. L'intention était que Cuba renonce à ses engagements de solidarité envers les peuples africains en échange de promesses de pardon, comme si la Révolution devait être pardonnée par l'impérialisme.

À l'époque, Cuba rejeta le chantage, comme elle le fait aujourd'hui, avec le plus grand mépris.

Le général d'armée Raul Castro a rappelé le 10 avril dernier : « Depuis 60 ans, face aux agressions et aux menaces, nous les Cubains, avons fait preuve de notre volonté de fer pour résister et vaincre les événements les plus difficiles. Malgré son immense puissance, l'impérialisme n'a pas pu briser la dignité d'un peuple uni, fier de son histoire et de la liberté conquise au prix de tant de sacrifices. »

Le gouvernement de Cuba appelle tous les membres de la communauté internationale et les citoyens des États-Unis à mettre un frein à l'escalade irrationnelle et la politique d'hostilité et d'agression du gouvernement de Donald Trump.

Les États membres des Nations unies exigent, à juste titre, année après année, à la quasi-unanimité, la fin de cette guerre économique. Les peuples et les gouvernements de notre région doivent, dans l'intérêt de tous, faire prévaloir les principes de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes

comme Zone de paix.

Le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres Miguel Diaz-Canel Bermudez, a déclaré le 13 avril : « Cuba a toujours confiance dans ses forces et aussi dans les forces et dans la dignité d'autres nations souveraines et indépendantes et elle continue à croire aussi dans le peuple étasunien, dans la Patrie de Lincoln qui a honte de ceux qui agissent en marge de la loi universelle au nom de toute la nation étasunienne. »

Une fois de plus, Cuba condamne le mensonge et les menaces et réaffirme que sa souveraineté, son indépendance et son attachement à la cause des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas négociables.

Deux jours avant la commémoration du 58e anniversaire de la victoire de Playa Giron, un site historique dans la géographie nationale, où les forces mercenaires pilotées par l'impérialisme ont mordu la poussière de la défaite, la Révolution cubaine réaffirme sa ferme détermination de faire face et de vaincre l'escalade agressive des États-Unis.

*La Havane, le 17 avril 2019*

*(Granma)*



---

## Affaires mondiales Canada

La ministre des Affaires étrangères, l'honorable Chrystia Freeland, a fait aujourd'hui (17 avril) la déclaration suivante concernant les entreprises canadiennes exerçant des activités commerciales à Cuba et la décision des États-Unis de ne pas suspendre les dispositions du Titre III de la *Cuban Liberty and Democratic Solidarity (Libertad) Act de 1996*, communément appelée la Loi Helms-Burton :

« Le Canada est profondément déçu de l'annonce d'aujourd'hui. Nous examinerons toutes les options pour répondre à cette décision américaine.

« Depuis que les États-Unis avaient annoncé en janvier leur intention d'examiner les dispositions du Titre III, le gouvernement du Canada communiquait régulièrement avec le gouvernement américain pour l'informer de ses préoccupations concernant les conséquences négatives possibles sur les Canadiens — des préoccupations bien connues de nos partenaires des États-Unis.

« J'ai rencontré le secrétaire d'État américain Mike Pompeo pour lui faire part de ces préoccupations. Des représentants canadiens et américains ont tenu des discussions approfondies sur la *Loi Helms-Burton* et la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères du Canada*. J'ai également discuté de cette question avec l'Union européenne.

« J'ai communiqué avec des entreprises canadiennes pour réaffirmer que nous défendrons pleinement les intérêts des Canadiennes et des Canadiens qui font du commerce et mènent des activités d'investissement légitimes avec Cuba. »

*(Affaires mondiales Canada)*



# L'Union européenne

La déclaration commune suivante a été publiée par Federica Mogherini, haute représentante/vice-présidente de l'Union européenne, et Cecilia Malmström, la commissaire au Commerce de l'Union européenne, le 17 avril, à propos de la décision des États-Unis d'activer davantage le titre III de la *Loi Helms-Burton*:

À la suite de la décision de l'administration américaine de ne pas renouveler l'exemption relative au titre III de la *Loi Helms-Burton* (LIBERTAD) de 1996, l'Union européenne (UE) réaffirme qu'elle est fermement opposée à l'application extraterritoriale des mesures unilatérales relatives à Cuba qui sont contraires au droit international. Cette décision constitue également une violation des engagements pris par les États-Unis dans les accords entre l'Union européenne et les États-Unis de 1997 et 1998, qui ont été respectés par les deux parties sans interruption depuis lors. Dans ces accords, les États-Unis se sont engagés à renoncer au titre III de la *Loi Helms-Burton* et l'UE, entre autres, a suspendu son action dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce contre les États-Unis.

L'UE examinera toutes les options dont elle dispose pour protéger ses intérêts légitimes, y compris en ce qui concerne ses droits dans le cadre de l'OMC et l'utilisation de la loi de blocage de l'UE. Celle-ci interdit l'exécution des jugements rendus par les tribunaux américains en ce qui concerne le titre III de la *Loi Helms-Burton* au sein de l'UE, et permet aux entreprises de l'UE poursuivies aux États-Unis de récupérer tout dommage causé par des poursuites judiciaires à l'encontre des requérants américains devant les juridictions de l'Union.

(Commission européenne)



---

## L'Union européenne et le Canada

La haute représentante et vice-présidente de l'Union européenne Federica Mogherini, la ministre des Affaires étrangères du Canada Chrystia Freeland et la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström ont fait la déclaration suivante le 17 avril sur la décision des États-Unis de mettre en oeuvre les dispositions du titre III de la *Loi Helms-Burton* (Libertad) :

La décision des États-Unis de revenir sur leur engagement de longue date de renoncer à mettre en oeuvre les dispositions du titre III de la *Loi Helms-Burton* (Libertad) est regrettable et aura d'importantes répercussions sur les activités des acteurs économiques légitimes de l'Union européenne (UE) et du Canada à Cuba. L'UE et le Canada considèrent que l'application extraterritoriale de mesures unilatérales visant Cuba est contraire au droit international. Dans le cadre général de l'OMC, l'UE et le Canada sont déterminés à travailler ensemble pour protéger les intérêts de leurs entreprises, notamment en faisant fi chez nous de l'application ou de la reconnaissance des jugements étrangers fondés sur les dispositions du titre III. Nos lois respectives nous permettent de déposer des demandes reconventionnelles devant les tribunaux européens et canadiens à l'égard de toute réclamation américaine, de sorte que la décision américaine d'intenter des poursuites contre des sociétés étrangères ne peut qu'aboutir à une spirale inutile de poursuites judiciaires.

(Affaires mondiales Canada)





# Ottawa Cuba Connections

Le 17 avril, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a annoncé que l'administration Trump mettrait fin à la suspension des titres III et IV de la *Loi Helms-Burton*.

L'annonce survient à l'occasion du 58e anniversaire de l'échec de l'invasion militaire du 17 avril 1961 dans la baie des Cochons, organisée par la CIA pour renverser le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro. L'invasion dirigée par les États-Unis a été vaincue par le peuple cubain en moins de 72 heures.

La mise en oeuvre des titres III et IV de la *Loi Helms-Burton* constitue une nouvelle intensification du blocus économique, commercial et financier omniprésent de Cuba par les États-Unis. Cette action constitue non seulement une attaque contre le peuple cubain, mais également une attaque directe contre la souveraineté et le bien-être de pays tiers, dont le Canada. En tant que tel, il s'agit d'une autre violation grave du droit international.

La *Loi Helms-Burton* a été adoptée par le Congrès américain en 1996 dans le seul but de restreindre les relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec les pays tiers, ainsi que sa capacité à attirer des investissements étrangers pour développer son économie.



Le Titre III autorise les ressortissants américains à intenter devant les tribunaux américains un recours contre tout ressortissant étranger qui fait un « trafic » de biens américains nationalisés à Cuba dans les années 1960. Le processus de nationalisation de ces biens était légitime et reconnu par la Cour suprême des États-Unis elle-même. Il a été constaté qu'il respectait pleinement la législation nationale de Cuba, mais aussi le droit international.

Jusqu'à présent, les présidents américains ont utilisé les pouvoirs exécutifs pour suspendre l'application du titre III tous les six mois. C'est parce que cela a été perçu comme une violation flagrante du droit international et de la souveraineté d'autres États et aussi parce que sa mise en oeuvre empêche toute solution ultérieure aux réclamations et indemnisations demandées par certaines entreprises américaines.

Cette loi a été rejetée presque à l'unanimité par la communauté internationale aux Nations unies, par des organismes internationaux spécialisés et par des organisations régionales, telles que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CÉLAC) et l'Union africaine. Plusieurs pays de l'UE ainsi que le Canada et le Mexique ont adopté leurs propres lois nationales pour faire face aux effets extraterritoriaux de cette loi. L'UE et le Canada ont tous deux déclaré qu'ils protégeraient les entreprises de leurs ressortissants lésés par l'application du titre III.

Depuis plus de 20 ans, la *Loi Helms-Burton* guide les efforts interventionnistes des secteurs anticubains des États-Unis pour attaquer la République de Cuba et porter atteinte à sa souveraineté. En vertu de sa mise en oeuvre, des centaines de millions de dollars ont été alloués à la corruption de l'ordre intérieur cubain et d'innombrables mesures ont été proposées pour amener un changement de régime. Son impact économique a sérieusement affecté les efforts de développement du pays ainsi que le bien-être de la population. Grâce aux programmes sociaux et au système de justice sociale de Cuba, les conséquences sur la vie des gens n'ont pas été aggravées.

Nous nous associons au peuple cubain et aux peuples du monde pour condamner catégoriquement

cette attaque barbare, hostile et illégale contre la nation cubaine. Nous sommes solidaires du peuple cubain qui a fait face à de nombreuses difficultés et qui s'est toujours battu avec courage et principe pour défendre sa liberté. Fidel a déclaré : « Nous, les Cubains, sommes faits de fer et nous serons capables de résister aux épreuves les plus dures. » Cette nouvelle attaque américaine destinée à imposer un changement de régime à Cuba et à se venger de son soutien continu au Venezuela face aux tentatives de changement de régime dans ce pays est vouée à l'échec.

***Non à Helms-Burton !***

***Le blocus illégal des États-Unis contre Cuba doit être levé !***

***Assurons-nous que le Canada s'oppose aux tentatives d'imposition du titre III contre les investissements canadiens à Cuba !***

---

## **Le Gouvernement bolivarien du Venezuela**

La République bolivarienne du Venezuela exprime son plus énergique rejet des nouvelles actions d'agression obsessionnelle conjointe et de guerre économique du gouvernement des États-Unis contre les peuples de la République de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela. Cette fois, cela se fait sous la menace de mettre en marche des mécanismes illégaux de judiciarisation extraterritoriale destinés à exercer des représailles contre les entités qui seraient prêtes à faire des investissements étrangers directs à Cuba.

Comme cela a été annoncé par le secrétaire d'État Mike Pompeo, l'entrée en vigueur du Titre III de la *Loi Helms-Burton*, le 2 mai prochain, constitue un renforcement du blocus criminel qui, pendant 60 ans, a porté atteinte à la souveraineté et aux droits de l'homme du peuple cubain et a été condamné année après année par un vote écrasant à l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette décision politique, déguisée frauduleusement en instrument légal, constitue une aberration juridique destinée à élargir l'extraterritorialité des mesures unilatérales illégales touchant Cuba et des pays tiers en violant de façon flagrante le droit international et la Charte des Nations unies.

Cette annonce a été faite le jour d'anniversaire de l'invasion de Playa Giron, ce qui révèle le caractère revanchard du groupe suprémaciste qui gouverne les États-Unis qui, en complicité avec le lobbying mafieux cubano-américain, cherche à faire un saut en arrière dans l'histoire et à réinstaurer la terrible époque d'opprobre et d'exploitation de la dictature pro-impérialiste de Fulgencio Batista. C'est pourquoi ils joignent à cette regrettable annonce la menace de rétablir les restrictions envers les citoyens étasuniens qui veulent se rendre à Cuba et y envoyer de l'argent.

Le peuple et le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela expriment leur ferme soutien et leur solidarité active envers le peuple et le gouvernement cubains avec la conviction que les États-Unis échoueront une fois de plus dans leur tentative pour faire mettre à genoux la digne, souveraine et victorieuse République de Cuba.

Comme à Playa Giron, encore une fois, l'impérialisme étasunien sera vaincu par l'unité, la conscience et le patriotisme du peuple de Cuba guidé par l'héritage immortel de José Martí et Fidel Castro.

Le Venezuela continuera d'exercer la diplomatie bolivarienne de paix en exigeant l'arrêt de l'utilisation des mesures coercitives unilatérales comme instrument de domination coloniale, pour défendre l'indépendance et l'autodétermination des peuples et se consacrer au triomphe du multilatéralisme et le droit international.

*(Ministère des Affaires étrangères du Pouvoir populaire, 18 avril 2019. Traduction : Françoise Lopez pour Bolívar Infos)*

# Le Gouvernement du Mexique

Le gouvernement du Mexique regrette la décision des États-Unis d'appliquer pour la première fois de son histoire le titre III de la *Loi Helms-Burton*, qui permettra, à compter du 2 mai, aux citoyens américains d'engager des poursuites contre des entreprises qui utilisent des biens confisqués après la révolution cubaine en 1959.

La mesure peut toucher les entreprises étrangères qui font des affaires à Cuba et avec Cuba. Le gouvernement mexicain protégera donc les entreprises mexicaines qui ont intérêt à faire des affaires avec Cuba et qui pourraient être touchées.

Comme il l'a fait par le passé, le Mexique refuse l'application de lois commerciales unilatérales à caractère extraterritorial, car elles violent les normes du droit international.

À cet égard, le Mexique réaffirme son soutien à la fin du blocus économique et commercial imposé à Cuba.

(Ministère des Relations extérieures du Mexique, 17 avril 2019. Traduction : LML)



**Les conditions d'une guerre civile aux États-Unis sont évidentes**

## Des affrontements sur l'immigration entre les autorités fédérales, étatiques et locales

- Voice of Revolution -



Le gouvernement fédéral se heurte aux États et à la police et aux shérifs locaux dans ses tentatives d'utiliser l'exécution des mesures d'immigration pour intégrer les multiples agences de police du pays dans une structure fédérale de commandement. Par exemple, à la frontière avec le Mexique en ce moment, le Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) et le Bureau des douanes et de la protection des frontières (CPB) demandent que toutes les forces locales se joignent à eux dans l'exécution des mesures d'immigration. En ce moment, ces bureaux doivent eux-mêmes être placés sous contrôle militaire. Il s'agit d'un exercice réel de l'autorité fédérale, y compris militaire, sur tous les autres.

En même temps que se tiennent de vastes actions unies du peuple des deux côtés de la frontière dans les villes et les petites agglomérations du pays à la défense des droits des immigrants, différents États

et comtés s'opposent aussi aux actions fédérales. Cela prend parfois la forme des lois des États, comme celles de l'Ohio, du Colorado, de l'État de New York, de la Californie et de Washington qui s'opposent de diverses manières aux actions fédérales. Une loi qui a récemment été adoptée en Utah, par exemple, empêche le gouvernement fédéral de déporter automatiquement les gens déclarés coupables de délits passibles d'une sentence d'un an ou plus (voir ci-dessous). La Californie et l'État de New York sont des États sanctuaires qui ont des lois semblables à celles de l'Utah.

Ailleurs, une résistance se mène au niveau du comté ou au niveau local, par des shérifs qui refusent de coopérer avec l'ICE. Dans cette situation, en plus d'émettre des menaces, l'ICE et des autorités fédérales semblables travaillent avec des législatures d'États pour adopter des lois qui obligeront les corps policiers à coopérer. Les communautés directement affectées résistent à ces lois et les shérifs aussi. La Caroline du Nord en est un exemple.



Ces conflits sont significatifs dans le contexte où Trump a déjà déclaré une « urgence nationale » à la frontière sud et pourrait en décréter une sur une plus vaste échelle. Il pourrait également déclarer la loi martiale au nom de la « sécurité nationale ». Les forces armées prendraient alors le contrôle au niveau étatique et local.

Alors que la résistance populaire s'étend et que même d'autres agences de police s'opposent aux actions fédérales, le besoin de contrôle de la part du commandant en chef de toutes les agences de police à tous les niveaux s'accroît. La résistance persistante de diverses autorités comme les législatures d'États, les shérifs et la police locale montre que ces conflits s'accroissent. Ils font partie des conditions croissantes de guerre civile, qui sont présentement encore voilées, mais qui pourraient se développer en un conflit violent et ouvert parmi les cercles dirigeants qui rivalisent pour le pouvoir.

Dans cette situation, tous les efforts vont être faits pour intimider et menacer la résistance et exiger que tous s'alignent derrière l'une ou l'autre faction. Des forces étatiques, comme le gouverneur Cuomo, se disent « pro-immigrants » alors que sur le terrain, l'ICE et d'autres agences de police de l'État, particulièrement dans la ville de New York, sont notoires pour leurs attaques contre les immigrants et les jeunes. La solution ne peut venir des riches et de leurs intérêts en concurrence les uns avec les autres. Elle ne peut venir que de l'intensification de la résistance organisée à la défense des droits de tous.

*(Voice of Revolution, 12 avril 2019. Traduction : LML)*



---

## **Intensifions la résistance aux attaques contre les droits**

### **Une nouvelle loi de l'Utah protège les immigrants**

L'Utah est l'un du très petit nombre d'États qui ont adopté des lois qui aident les non-citoyens à éviter la déportation s'ils sont déclarés coupables de délits. Cette loi, qui a été sanctionnée par le gouverneur Gary Herbert le 25 mars, précise que les condamnations pour délits en Utah ne peuvent plus être interprétées comme des actes délictueux graves à des fins d'immigration, ce qui évite la déportation automatique pour un crime comme le simple vol à l'étalage. Pour ce faire, la loi réduit la sentence maximale possible d'une journée pour les délits commis en Utah de 365 jours à 364 jours.



Le gouvernement fédéral a décrété que toute condamnation, y compris pour la vaste majorité des délits, qui est passible d'une sentence d'un an ou plus sera considérée comme un « acte délictueux grave » qui requiert la déportation. Ce geste visait en partie les nombreux travailleurs et organisateurs qui vivent aux États-Unis depuis des décennies et ont souvent joué un rôle dirigeant dans la résistance dans les endroits de travail et dans les communautés. Plusieurs qui possédaient une carte de résident ont aussi été déportés. En plus, même si la sentence imposée à une personne est moins d'un an, trente jours par exemple, si l'infraction est passible d'une sentence d'un an ou plus, le gouvernement fédéral exige quand même la déportation. La loi de l'Utah bloque ce geste du gouvernement fédéral en réduisant la sentence à moins d'un an.

L'Utah n'est pas le premier État à adopter ce changement de politique. Il se joint aux États de Washington, de la Californie et du Nevada qui ont eux aussi adopté des lois qu'on appelle de 364 jours. Le Colorado et l'État de New York ont également adopté des protections semblables.

*(Voice of Revolution)*



---

## **Des shérifs de la Caroline du Nord refusent de coopérer avec le Service de contrôle de l'immigration et des douanes**



**Manifestation à Charlotte, en Caroline du Nord, le 18 février 2019, contre les raids du Service de contrôle de l'immigration et des douanes**

En février, en quatre jours seulement, des agents de l'immigration fédérale ont arrêté plus de 220 personnes sans papiers en Caroline du Nord. Ils exerçaient des représailles contre cinq shérifs nouvellement élus qui avaient annoncé qu'ils couperaient certains liens avec le Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE).

Le comté de Mecklenburg, qui comprend Charlotte, est une des régions en litige. Le shérif du comté de Mecklenburg, Garry McFadden, a remporté l'élection en s'engageant à mettre fin à la participation du comté au programme fédéral 287 (g) controversé, qui préconisait la coopération des forces de l'ordre locales avec celles d'ICE. Chaque fois qu'ICE demandait ce qu'on appelle « un maintien en détention » de personnes, la police locale et les shérifs étaient tenus de les garder en détention

pendant 48 heures. Cela était fait même si ces personnes n'avaient pas été condamnées, ou étaient des citoyens, mais considérées par l'ICE comme étant des sans-papiers, ou avaient payé une amende et étaient libres de partir, etc.

Pendant des années, les bureaux des shérifs de Caroline du Nord travaillaient main dans la main avec ICE dans ses efforts pour intimider et arrêter des personnes sans papiers. Au cours des 13 dernières années, rien qu'à Charlotte, les forces de l'ordre locales ont transféré plus de 15 000 personnes à ICE, dans le cadre du programme 287 (g) dans le comté de Mecklenburg. Le directeur sur place d'ICE a déclaré que les arrestations massives de février constituaient « l'aboutissement direct de la politique dangereuse de ne pas coopérer » avec l'agence.



L'année dernière, les électeurs des sept plus grands comtés de l'État ont élu de nouveaux shérifs, tous afro-américains, dont cinq avaient déclaré qu'ils ne respecteraient pas les demandes de détention d'ICE. Les cinq sont les premiers shérifs noirs à être élus dans l'histoire de leur comté respectif. Ces victoires sont le résultat d'un intense travail d'organisation sur le programme 287 (g) et d'une position unie contre l'activité de police et la brutalité injustes contre les immigrants et les Afro-Américains.

Après l'élection des nouveaux shérifs, les représailles d'ICE ont été rapides. En février, à Asheville, des agents d'ICE, portant des uniformes les identifiant, mais conduisant un véhicule qui ressemble à celui d'un entrepreneur, avec des échelles sur le toit, se sont rendus dans une communauté de Hendersonville et ont arrêté quatre personnes. Lorsque le service de police de Charlotte-Mecklenburg a organisé un forum dans le centre communautaire d'une église à Charlotte, il a invité des immigrants et des sans-papiers à s'entretenir avec les chefs de police et le shérif McFadden. Les agents d'ICE se sont présentés sur place pour harceler et intimider les participants. Dans tout l'État, des centaines de personnes ont été arrêtées, la plupart non pas pour un crime, mais simplement pour ne pas avoir eu en leur possession des papiers d'identité, ce qui est une infraction civile.

Un responsable d'ICE a fait cette menace : « Toute juridiction locale qui pense que le refus de collaborer avec ICE entraînera une diminution du respect local des règles d'immigration se trompe. Les autorités locales qui choisissent de ne pas collaborer avec ICE sont susceptibles de voir une augmentation des activités d'ICE pour faire respecter la loi, car dans les juridictions qui ne collaborent pas avec ICE, l'agence n'a d'autre choix que de mener plus d'opérations d'arrestation à grande échelle. »

En outre, avec l'aide d'ICE, la législature de l'État est intervenue pour aider l'agence, en adoptant un projet de loi qui oblige les shérifs à collaborer avec l'agence. ICE les a aidés à écrire le texte de loi. Le principal parrain de la loi, le représentant de l'État, Destin Hall, a déclaré : « Ce n'est un secret pour personne que nous avons en fait travaillé avec les forces de l'ordre fédérales pour élaborer ce projet de loi. » La loi HB 370 oblige les adjoints du shérif à demander aux personnes leur statut d'immigrant, quel que soit le type d'accusation criminelle qui est déposée contre elles. Et elle oblige les agents à signaler et à remettre les personnes à ICE, et à se conformer à toute requête d'ICE accompagnée d'une demande de maintien en détention. L'Association des shérifs de la Caroline du Nord a annoncé son opposition au projet de loi, mais celui-ci a été adopté. Le gouverneur doit encore le signer pour lui donner sa sanction.

Le gouvernement fédéral, en utilisant la question de l'immigration, s'efforce de soumettre les services de police locaux et d'État à un contrôle fédéral, voire militaire, comme cela se passe

actuellement à la frontière. Des programmes comme 287 (g) en font partie, de même que les raids d'ICE en dépit de l'opposition, et les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour poursuivre en justice des États sanctuaires comme New York et la Californie. Ces conflits entre les États et le gouvernement fédéral reflètent l'incapacité des dirigeants à résoudre ces problèmes ou à atténuer leurs conflits, ce qui contribue aux conditions d'une guerre civile.

La résistance du peuple à la défense des droits, dans ce cas-ci des immigrants, des réfugiés et des Afro-Américains, montre la voie à suivre.

(Voice of Revolution)



## Des organisations de droits civils et de droits des immigrants sonnent l'alarme aux voyageurs à l'échelle de l'État de la Floride

- L'Union américaine des libertés civiles de la Floride -



Les dirigeants des organisations de droits civils et de droits des immigrants ont sonné l'alarme aux individus comptant voyager en Floride en raison de la violation possible de leurs droits si le projet de loi 168 et le projet de loi 527, adoptés par le Sénat et le Congrès respectivement, entrent en vigueur en Floride.

Selon ces projets de loi, toute municipalité de l'État se verrait interdire d'adopter des politiques ou des réglementations qui limiteraient la collaboration avec les agences fédérales de l'immigration. Aussi, chaque comté et chaque municipalité de la Floride se verrait dans l'obligation de consacrer des ressources locales déjà limitées à la mise en oeuvre de la loi fédérale sur l'immigration, y compris l'obligation de se plier aux demandes de détention provenant du US Immigration and Customs Enforcement (ICE) et s'exposer à d'importantes obligations juridiques et financières — dont les coûts relèveraient ultimement des contribuables de la Floride.

Les organisations s'inquiètent alors que ces projets de loi se fraient un chemin dans la législature de l'État de la Floride et elles mettent les résidents et les voyageurs de la Floride en garde, en particulier

les communautés noires, brunes et latinos, puisque celles-ci doivent s'attendre à une augmentation des cas de profilage racial, de détention injuste et de déportation si ces projets de loi anti-immigrants sont adoptés. [...]

En plus des dommages humains irréparables que ces projets de loi vont engendrer pour les communautés immigrantes et les communautés de couleur partout dans l'État, ils exposeront aussi les comtés et d'autres instances gouvernementales à de potentielles complications juridiques et financières en obligeant les autorités locales à respecter le système de détention défaillant de l'ICE. Le mois dernier, un rapport établissait que seulement deux ans après avoir accepté de travailler avec ICE, le comté de Miami-Dade a révélé que 420 individus inscrits comme citoyens américains avaient été visés par de fausses demandes de détention. Ces révélations arrivent au moment où trois poursuites ont été déposées contre les autorités de la Floride pour avoir détenu des gens en vertu de ces requêtes. Deux démarches juridiques ont été entreprises par des citoyens américains — Garland Creedle et Peter Sean Brown — qui ont été détenus pour l'ICE dans les comtés de Miami-Dade et de Monroe respectivement. La troisième démarche est un recours collectif contre le comté de Miami-Dade.

« Le système de détention défaillant de ICE a détruit sans justification des vies et des familles en Floride, a dit Micah Kubic, directeur général de l'Union américaine des libertés civiles (ACLU) en Floride. Si les projets de loi 168 et 527 sont adoptés, il va y avoir de tels bouleversements dans tout l'État de la Floride. Le fait d'obliger les agences de police de la Floride à agir au nom de l'ICE menace les droits civils de tous les Floridiens. La Constitution garantit à chaque personne le droit à une procédure officielle et équitable, peu importe son statut de citoyen. »

Au-delà de cet avis aux voyageurs, la coalition des droits civils et des organisations des droits des immigrants a aussi diffusé de l'information sur les répercussions économiques négatives de cette législation pour avertir les entreprises qui font affaire en Floride de ces risques et de la possibilité accrue de violations des droits protégés par la constitution de leurs clients voyageant en Floride.

« C'est vraiment honte comment l'État de la Floride tente de harceler davantage les communautés immigrantes et d'éroder la sécurité publique, a dit Thomas Kennedy, directeur politique de la Coalition floridienne des immigrants. Le coût financier et moral lié au siphonnage des précieuses ressources locales des forces policières afin de cibler encore davantage de familles floridiennes en vue de les déporter est extrêmement élevé. Les attaques insidieuses contre les immigrants au niveau national sont amplifiées par les législateurs floridiens qui préconisent des politiques anti-immigrants. Il est plus important que jamais que les immigrants ressentent qu'ils peuvent se tourner vers leurs représentants élus officiels et les forces policières pour les protéger. Au contraire, bon nombre de communautés immigrantes sont menacées, profilées, harcelées et détenues. Les législateurs doivent se rendre à l'évidence que le fait de s'en prendre à nos familles aura des conséquences. Le monde entier observe la Floride en ce moment, et comment nous agissons en tant qu'État déterminera si les gens tiendront toujours à venir nous visiter et si les dirigeants des industries auront toujours le goût de faire affaire avec nous. »

([www.aclufi.org](http://www.aclufi.org), 8 avril 2019. Traduction: LML)

---

## **Action au Musée national de la patrouille frontalière**

### **- Tornillo: l'occupation -**

La manifestation au Musée de la patrouille frontalière à El Paso a été le résultat d'une collaboration entre résidents locaux et activistes de tout le pays. Ayant reconnu le caractère interrelié de nos luttes,



nous sommes intervenus afin d'honorer et commémorer les expériences de familles migrantes ainsi que toutes ces vies qui ont été perdues. Depuis sa création en 1924, la patrouille frontalière des États-Unis a étendu ce système colonial qui inflige la violence et la mort le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.



Nous croyons que la patrouille frontalière et le Service de contrôle de l'immigration et des douanes des États-Unis (ICE) doivent être tenus responsables de leur violation des droits humains. Nous croyons que tous les migrants doivent être traités avec respect et dignité. Nous affirmons que la seule crise qui existe à la frontière est celle vécue par les populations migrantes et sans papiers vulnérables face à la politique étrangère et d'immigration des États-Unis et par les peuples autochtones qui ont été terrorisés et harcelés par la patrouille douanière et frontalière sur leurs terres ancestrales. Nous ne faisons qu'un avec toutes les familles autochtones migrantes qui exercent leur droit ancestral à la migration dans les Amériques.



Nous avons choisi d'agir parce que le musée et des endroits semblables ne montrent qu'une facette de ce qui se passe à la frontière. Le musée ne parle pas de la réalité problématique de la patrouille frontalière et à son histoire de traitement oppressif des peuples autochtones de ce pays, des demandeurs d'asile et des migrants. Notre présence dans cet espace visait à faire entendre les voix absentes de cet endroit commémoratif et de faire connaître les violations des droits humains dont ont été victimes Jakelin Caal Maquin, Felipe Gomez Alonzo, Claudia Patricia Gomez Gonzalez, et les plus de cent personnes qui sont mortes à cause de la violence de la patrouille frontalière. Elles sont mortes à cause des actions de la patrouille frontalière. Elles méritent d'être commémorées au sein même de l'espace de la patrouille frontalière.

Nous vivons une crise de conscience dans ce pays. Une voie vers la réconciliation n'est possible que si les institutions responsables de raconter l'histoire de ce pays le font de façon responsable et disent toute la vérité. Nous devons, comme nous l'avons fait historiquement, combattre pour l'intégrité des vies noires et brunes. Il est irresponsable de la part d'une institution quelle qu'elle soit de prétendre être apolitique tout en faisant disparaître l'histoire entière d'un peuple et en ayant recours à un vocabulaire à résonance politique chargée comme « étranger illégal » dans ses expositions.

Nous reconnaissons qu'une injustice commise quelque part est une injustice commise partout. Par conséquent, nous allons continuer de résister à la violence sanctionnée par l'État qui considère la vie

et la mémoire des forces de l'ordre supérieures à la vie et la mémoire de ceux qui sont morts en raison de systèmes d'oppression, que ce soit aux frontières américaines, en Palestine, ou dans les rues de Ferguson, le territoire d'El Paso, d'Albuquerque/Tiwa, ou de Tucson.

Personne n'est libre sans que nous ne soyons tous libres.

### **Les participants de la protestation au musée font face à des accusations criminelles**

Seize activistes font face à des accusations criminelles à la suite d'une protestation en février 2019 au Musée national de la patrouille frontalière à El Paso, au Texas. Les activistes sont membres d'une coalition de diverses luttes qui a traversé la frontière des États-Unis pour aller à El Paso y faire connaître la détention inhumaine des enfants du centre de détention tristement célèbre de Tornillo.

Les seize activistes pourraient être accusés de méfait et des mandats d'arrestation ont été lancés contre eux. La police d'El Paso a grandement exagéré les accusations liées à cette manifestation pacifique pour tenter vraisemblablement d'intimider les individus et d'empêcher les autres de se tenir debout et de dénoncer les attaques aux droits commis présentement à la frontière sud. Ces seize activistes pourraient faire de la prison pour avoir organisé une manifestation pacifique. Entretemps, les vrais criminels, ceux qui séparent les familles et mettent les enfants dans des cages, n'ont pas été traduits devant la justice.

Défendons ces activistes qui exposent la violence de l'administration Trump. Faites un don selon vos moyens *[ici](#)*.

(<https://www.facebook.com/creativebrownresistance>. Traduction: LML)

---

## **La Cour fédérale bloque la politique de Trump de retour forcé au Mexique**

**- Union des libertés civiles américaines -**

Une cour fédérale a temporairement bloqué la nouvelle politique de l'administration Trump qui oblige les demandeurs d'asile à retourner au Mexique et à y rester pendant que leurs cas sont examinés.

L'Union des libertés civiles américaines (ACLU), le Centre juridique sur la pauvreté dans le sud, et le Centre d'études sur la question du genre et des réfugiés ont demandé avec succès une injonction préliminaire contre ce que l'administration appelle, dans un langage orwellien, les « Protocoles de protection des migrants ».

Judy Rabinovitz, la directrice adjointe du projet des droits des immigrants de l'ACLU, qui a plaidé le cas, a réagi à la décision rendue aujourd'hui par le juge de district américain Richard Seeborg :

« La cour a fermement rejeté la politique sans précédent et illégale de l'administration Trump d'obliger les demandeurs d'asile à retourner au Mexique sans audition de leurs demandes... »

La poursuite a été intentée au nom de 11 demandeurs d'asile et demandeurs organisationnels, le Laboratoire d'innovation juridique, le Centre de ressources d'Amérique centrale de la Californie du Nord, le Centre légal de la Raza, la Clinique de défense en matière d'immigration et de déportation de la Faculté de droit de l'Université de San Francisco, le Al Otro Lado et le Centre de justice Tahirih.

« La victoire d'aujourd'hui est particulièrement importante compte tenu des informations selon lesquelles l'administration Trump envisage de passer à des politiques d'immigration encore plus extrêmes. Cette décision empêchera des personnes extrêmement vulnérables d'être piégées dans des conditions dangereuses au Mexique, mais ce n'est qu'une étape d'un travail beaucoup plus vaste. Nous sommes une nation de lois, et nous ne pouvons pas et ne laisserons pas les élus saper ces lois dans le but de mettre en oeuvre un programme anti-immigrants. Nous continuerons de nous battre », a déclaré Melissa Crow, avocate principale chargée de la supervision au Centre juridique sur la pauvreté dans le sud.

La poursuite cite des violations de la *Loi sur l'immigration et la nationalité*, de la *Loi sur la procédure administrative*, ainsi que du devoir des États-Unis en vertu du droit international relatif aux droits humains de ne pas renvoyer des personnes vers des conditions dangereuses.

« La décision d'aujourd'hui reconnaît que la politique de retour forcé n'a pas fourni les garanties adéquates pour protéger les demandeurs d'asile contre la persécution. En délivrant l'injonction préliminaire, le tribunal a rejeté la tentative du gouvernement de renvoyer les demandeurs d'asile au Mexique en violation des lois américaines ainsi que de nos obligations internationales envers les réfugiés », a déclaré Karen Musalo, directrice du Centre d'études sur la question du genre et des réfugiés.

La décision peut être consultée [ici](#).

([www.aclu.org](http://www.aclu.org). 8 avril 2019. Traduction: LML)

---

### **L'impunité doit cesser aux Philippines**

## **Opposition mondiale aux tueries extrajudiciaires**

Des actions ont eu lieu le 10 avril aux Philippines et dans le monde, y compris au Canada, pour condamner le meurtre brutal par l'État philippin de 14 agriculteurs non armés sur l'île de Negros dans la région centrale des Visayas le 29 mars.

Une enquête menée par des organisations locales de défense des droits humains et des agriculteurs, comprenant des entretiens avec des membres de la famille et des témoignages oculaires, a conclu que des policiers en tenue de combat avaient fait irruption dans les maisons des victimes, avaient présenté de faux mandats et avaient ensuite abattu leurs victimes de sang-froid. Une dizaine d'autres personnes ont été arrêtées. Les organisations de défense appellent à une enquête approfondie sur les meurtres et demandent que les responsables soient traduits en justice. Cet acte est le dernier en date d'une campagne brutale de violence et de terrorisme perpétrée par l'État philippin soutenu par les États-Unis, qui s'est intensifiée depuis la prise du pouvoir par le gouvernement Duterte en juin 2016. Elle vise à détruire les dirigeants du mouvement révolutionnaire du peuple philippin à un moment où le mouvement populaire sous la direction du Parti communiste des Philippines et la lutte armée menée de la Nouvelle Armée populaire prennent de l'ampleur.

Le régime du président Rodrigo Duterte soutenu par les États-Unis, est responsable de l'assassinat de plus de 200 dirigeants paysans et autochtones depuis son arrivée au pouvoir en juin 2016. Quelque 7 000 autres personnes, dont de nombreux militants politiques, ont été sommairement exécutées dans la « guerre contre la drogue » de Duterte.

Ces actes de terrorisme d'État sont perpétrés en toute impunité à un moment où la situation aux Philippines devient de plus en plus complexe, les États-Unis et la Chine se faisant concurrence pour leur domination de la mer stratégique de l'Est (également appelée mer de Chine méridionale). La Russie est également impliquée. Au milieu des exercices militaires Balikatan annuels de tir réel des



États-Unis-Philippines du 1er au 15 avril, trois cuirassés russes sont arrivés à Manille pour une visite de cinq jours pour « améliorer les relations de marine à marine ». C'est la sixième fois que des cuirassés russes visitent les îles depuis l'arrivée au pouvoir du président Duterte, le 30 juin 2016.



**Toronto**

Duterte se trouve à la tête d'un petit groupe de riches et de puissants et de leur État et maintient la nation sous l'emprise de puissances étrangères. Dans cette situation dangereuse, les travailleurs, les paysans, les jeunes et les femmes des Philippines, organisés et inspirés par le Parti communiste des Philippines et la Nouvelle Armée populaire, sont engagés dans une lutte -- armée, parlementaire et extraparlémentaire -- pour mettre fin à cet état de choses.

Depuis son accession au pouvoir, le régime Duterte trahit le peuple philippin en cédant l'économie à des monopoles américains et étrangers, y compris des sociétés minières canadiennes. Les peuples autochtones risquent d'être déplacés de leurs terres. Les travailleurs philippins sont confrontés à une migration sortante en direction de l'Europe, l'Asie, le Canada et les États-Unis, où ils se voient refuser leurs droits et se retrouvent parmi les sections les plus exploitées de la classe ouvrière. Les fonds qu'ils envoient chez eux ont atteint des niveaux records et permettent de maintenir l'économie des Philippines à flot, tandis que les gels de salaires et autres mesures prises chez eux rabaisent le niveau de vie de la population dans tout le pays. La persécution politique de ceux qui résistent a également augmenté de manière marquée.

Cependant, le peuple philippin reste déterminé à faire progresser son projet d'édification nationale de débarrasser son pays de l'impérialisme américain, de toute domination étrangère et de ceux qui le facilitent. Il s'est préparé, bataille après bataille, depuis qu'il se bat pour l'indépendance contre l'Espagne puis les impérialistes américains. Ses luttes révolutionnaires au cours des 50 dernières années depuis la fondation de leur parti communiste guident ses efforts pour libérer son pays des griffes des impérialistes américains et mettre fin à la domination étrangère de son économie et parvenir à une paix juste et complète.

Les emprisonnements politiques et les exécutions extrajudiciaires perpétrés par le régime Duterte sont des tentatives désespérées pour maintenir le statu quo, qui ne réussiront pas et qui ont renforcé la détermination du peuple à obtenir la victoire dans son long combat. Le peuple philippin réclame une paix juste et complète comme tremplin de son projet d'édification nationale, le projet de créer des Philippines nouvelles, démocratiques et indépendantes.



Montréal



Toronto



Vancouver





Negombo, Sri Lanka



Hong Kong, China



Tokyo, Japan





Sydney, Australie



Washington, États-Unis



New York, États-Unis





Londres, Angleterre



Amsterdam, Pays-Bas



Bruxelles, Belgique





Belgrade, Serbie



Milan, Italie



Rome, Italie



### Récents développements dans les relations RPDC-États-Unis

## Les États-Unis doivent créer les conditions nécessaires à des négociations

- Nick Lin -

Les États-Unis sont invités à reconsidérer leurs actions récentes dans leurs relations avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC), afin que le processus de négociation entamé

en 2018, qu'ils ont fait dérailler lors du récent sommet de Hanoi, puisse être remis sur les rails et que les problèmes de la dénucléarisation, de la levée des sanctions et d'autre travail nécessaire à la normalisation des relations RPDC-États-Unis puissent être traités sur une base mutuelle et réciproque d'étape par étape et d'action pour action, comme le requiert la situation.



**Kim Jong Un est chaleureusement accueilli lorsqu'il arrive à la 14e Assemblée populaire suprême, le 12 avril 2019, pour y présenter un discours.**

Lors d'un discours prononcé le 12 avril à la deuxième journée de la Première rencontre de la 14e Assemblée populaire suprême, le dirigeant de la RPDC Kim Jong Un a dit qu'il est prêt à rencontrer le président des États-Unis Donald Trump pour une troisième fois, si les États-Unis proposent un tel sommet, « à condition que [les États-Unis] aient la bonne attitude et cherchent une solution que nous puissions partager ». Il a ajouté que la RPDC « attendrait patiemment jusqu'à la fin de l'année pour que les États-Unis prennent une décision audacieuse ».

Le président Kim a décrit la position de négociation américaine à Hanoi comme visant à désarmer la RPDC dans le but ultime d'un changement de régime. « Nous n'apprécions pas - et nous n'avons aucune intention de répéter - le genre de sommet qui s'est tenu à Hanoi », a déclaré Kim. L'approche américaine à Hanoi a été « complètement irréaliste », et il a souligné que les États-Unis « ne pourront pas nous faire bouger d'un pouce, ni réaliser aucun de leurs désirs ».

Kim a suggéré de mettre en oeuvre la déclaration commune du premier sommet RPDC-États-Unis à Singapour, le 12 juin 2018, pour réaliser un troisième sommet. Les États-Unis doivent « abandonner leurs calculs et leur approche actuels et nous en proposer de nouveaux », a déclaré Kim. Il a noté que la déclaration commune du 12 juin était « une déclaration historique par laquelle la Corée du nord et les États-Unis, deux pays aux relations hostiles, ont annoncé au monde qu'ils allaient écrire une nouvelle histoire ». Cette déclaration a constitué « un jalon vers l'établissement de nouvelles relations nord-coréennes-américaines », a-t-il ajouté. « L'établissement de la confiance », a souligné Kim, « est la clé fondamentale pour résoudre le problème des relations hostiles entre nos deux pays ». Il a ajouté que « les deux parties doivent mettre de côté les exigences et les conditions unilatérales et rechercher une solution constructive qui soit conforme à leurs intérêts respectifs ».

Alors que la RPDC est ouverte à un troisième sommet si les conditions requises sont réunies, elle est également prête à faire face à une hostilité accrue et aux sanctions continues de la part des États-Unis. Le président Kim a dit : « Maintenant que les États-Unis décrivent leurs demandes qui

vont à l'encontre des intérêts fondamentaux de notre pays comme des conditions nécessaires à la levée des sanctions, le bras de fer avec les États-Unis assumera naturellement un caractère prolongé et les sanctions imposées par les forces hostiles seront également maintenues. »

Il a noté que, dans la mesure où la RPDC a développé sa force de dissuasion nucléaire pour neutraliser les menaces nucléaires prolongées émanant des États-Unis, elle trouverait également le moyen de « vaincre et de contrecarrer » le régime injuste de sanctions américaines. « Nous ne serons plus obsédés par la levée des sanctions imposées par les forces hostiles, mais nous ouvrirons la voie à la prospérité économique par nos propres moyens », a dit Kim. La RPDC y parviendra, a-t-il déclaré, en s'en tenant au projet d'édification nationale économique socialiste et en donnant à l'économie nationale une assise solide basée sur la politique d'autonomie du Juche dans tous les domaines, ainsi que sur la modernisation et le développement en cours de la technologie de l'information et de la science.

Trump a répondu dans un tweet le 13 avril : « Je conviens [...] qu'un troisième sommet serait une bonne chose. »

Le 18 avril, la RPDC a émis des doutes sur le rôle actuel du secrétaire d'État américain Mike Pompeo :

« [E]n cas de reprise possible du dialogue avec les États-Unis, j'aimerais que notre interlocuteur ne soit pas Pompeo, mais une autre personne plus prudente et plus mûre dans ses communications avec nous », a déclaré Kwon Jong Gun, directeur général du ministère des Affaires étrangères de la RPDC, selon ce qu'a rapporté le 18 avril l'agence de presse centrale coréenne (KCNA). En réponse à un journaliste de KCNA, Kwon a dit : « [L]orsque Pompeo s'en mêle, les pourparlers dérapent sans atteindre de résultat, alors même qu'on est proche du succès. J'ai bien peur que si Pompeo reprend les pourparlers, ils seront à nouveau lamentables et les pourparlers seront dans une impasse. » Ces remarques font écho à celles du premier vice-ministre des Affaires étrangères de la RPDC, Choe Son Hui, à la mi-mars, qui avait critiqué Pompeo et le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche pour leur rôle à Hanoi, pour avoir « créé un obstacle aux efforts de négociation constructifs entre les deux dirigeants avec leurs sentiments d'antagonisme et de méfiance. »

De même, le 20 avril, le ministre adjoint Choe a critiqué les propos de Bolton dans une récente entrevue avec Bloomberg News, dans laquelle il a dit que les États-Unis auraient besoin de plus de preuves que le dirigeant de la RPDC, Kim Jong Un, est prêt à abandonner les armes nucléaires avant que Trump ne le rencontre pour un troisième sommet. Choe a décrit les commentaires de Bolton comme « dépourvus de charme » et « myope », et a déclaré que les États-Unis n'avaient rien à gagner de tels propos.

### **La RPDC a fait l'essai d'un « nouvel engin guidé tactique »**

Le journal de la RPDC *Rodong Sinmun* a rapporté le 20 avril que le président Kim a supervisé et guidé, le 17 avril, la mise à feu d'un nouvel engin guidé tactique sous la conduite de l'Académie des sciences de la défense. L'essai est conforme à l'accent que place la RPDC sur l'autosuffisance et l'autodéfense, afin de se donner les moyens de se protéger comme elle le juge nécessaire. Le journal sud-coréen *Hankyoreh* note que « c'était la première fois en cinq mois que Kim supervisait l'essai d'armes à la fine pointe de la technologie, depuis que *Rodong Sinmun* a rapporté dans un article de presse du 16 novembre 2018 que Kim avait 'supervisé et guidé le tir d'essai d'une nouvelle arme guidée tactique' sur le terrain d'essai de l'Académie des sciences de la défense nationale. Mais ce test n'avait aucun lien avec les armes nucléaires et les missiles balistiques à longue portée qui ont une incidence directe sur les affaires dans la péninsule coréenne, y compris les négociations RPDC-États-Unis ».

Autrement dit, la RPDC a clairement indiqué qu'elle continue d'accorder une attention particulière à



sa légitime défense, tout en maintenant son engagement de suspendre les essais de missiles nucléaires et balistiques afin de créer les conditions de confiance nécessaires aux négociations avec les États-Unis

### **Le Sommet Corée du sud-États-Unis à Washington, DC**



**Le 15 avril 2019, le président sud-coréen Moon Jae-in, lors d'une réunion à la Maison bleue avec ses secrétaires et collaborateurs principaux, a déclaré qu'il envisageait d'organiser un sommet intercoréen dès que possible.**

Le président de la Corée du sud Moon Jae-in et le président Trump ont tenu un sommet à Washington, DC, le 11 avril. Moon a dit que sa « tâche importante » est de « maintenir le momentum du dialogue » en vue de la dénucléarisation de la RPDC, tout en exprimant « l'opinion positive à la communauté internationale que le troisième Sommet États-Unis-Corée du nord va avoir lieu dans un avenir rapproché ».

Moon a dit à Trump qu'un troisième sommet RPDC-États/Unis devrait se tenir prochainement et a décrit le deuxième sommet à Hanoi comme une « partie d'un processus plus grand qui va mener à un accord de plus grande portée ».

Il a souligné la solidité des relations entre la Corée du sud et les États-Unis, réitérant que la « République de Corée est absolument du même point de vue en ce qui concerne la dénucléarisation complète de la Corée du nord. Et je peux vous assurer que nous demeurerons en aussi étroite coopération avec les États-Unis » et il a ajouté qu'« il n'y aura pas de répit avant que nous n'ayons réalisé notre objectif ultime ».

En guise de réponse, Trump a dit que « beaucoup de progrès a été accompli » avec la RPDC et que sa relation avec Kim Jong Un était « très, très bonne ».

« Nous allons poursuivre le dialogue et j'attends cela avec impatience », a-t-il dit, ajoutant que « je souhaite que cela se termine par une solution merveilleuse pour tout le monde ». Il a réitéré que sa relation personnelle avec le président Kim est très étroite. « Je peux dire en toute franchise que je transmets mes salutations les plus chaleureuses à Kim Jong Un et au peuple de Corée du nord », a-t-il ajouté. « Nous verrons ce qui va se passer. Je souhaite que cela se termine par une solution merveilleuse pour tout le monde, et une solution merveilleuse pour le monde entier. » Au sujet de l'alliance entre la Corée du sud et les États-Unis, Trump a dit que les relations entre les deux parties n'ont jamais été aussi proches que maintenant.



Avant le sommet, Moon a successivement rencontré à sa maison d'accueil le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, le conseiller à la Sécurité nationale John Bolton et le vice-président Mike Pence, qu'il a cherché à persuader du besoin que les États-Unis reprennent rapidement les pourparlers de dénucléarisation. Tous les trois ont exprimé que les États-Unis demeurent ouverts aux négociations.

(Sources : Rodong Sinmun, Hankyoreh, Xinhua)

### **Supplément**

#### **D'importants anniversaires**

- **58e anniversaire de la défaite de l'invasion américaine à la baie des Cochons à Cuba**
- **71e anniversaire du soulèvement de l'île de Jeju en Corée**
- **76e anniversaire du soulèvement héroïque du ghetto de Varsovie**



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**